

Chapitre 17

LA MOISSON D'AUTOMNE ET LA COMMUNE DE CANTON

L'effondrement du gouvernement de Wuhan acheva la victoire de la contre-révolution. De Canton à Nankin, de la mer jusqu'aux collines du Hunan, les généraux étaient au pouvoir. Bien qu'en guerre les uns contre les autres, ils menèrent en commun une brutale campagne d'extermination contre le mouvement des masses, ses organisations et ses responsables.

« Voici comment se présente la répression », rapportait la *China Weekly Review* le 20 août 1927 : « Depuis quatre mois, sur tout le territoire contrôlé par Chiang Kai-shek, on assiste à un massacre systématique. Cela s'est traduit par la mise en miettes des organisations populaires au Kiangsi, au Chekiang, au Fukien et dans la Kwangtung, si bien que dans ces provinces les quartiers généraux du Kuomintang, des mouvements ouvriers et paysans, et des unions féminines, jadis vigoureuses et résolues, sont devenues des institutions dociles, amorphes, si effectivement « réorganisées » qu'elles ne désirent qu'appliquer les volontés de leurs maîtres réactionnaires. »

« Durant ces trois derniers mois, la réaction partie du bas Yangtze s'est étendue, et elle tient aujourd'hui tout le territoire sous contrôle prétendument nationaliste. T'ang Sheng-chih s'est révélé être un chef de peloton d'exécution plus effectivement qu'un chef d'armée en guerre. Au Hunan, ses adjoints ont mené à bien un nettoyage des « communistes » à faire pâlir d'envie Chiang Kai-shek. Fusiller et pendre étaient les méthodes courantes que l'on complète désormais par la torture et la mutilation, ce qui n'est pas sans rappeler les horreurs de l'Inquisition et des époques les plus sombres du Moyen

Age. Les résultats sont impressionnants : les unions paysannes et ouvrières du Hunan, probablement les plus structurées de tout le pays, sont complètement écrasées. Ceux des dirigeants qui ont pu échapper à l'huile bouillante, au bûcher, au garrot, et à d'autres procédés trop sinistres pour être rapportés, ont fui la région où se terrent dans des cachettes si secrètes qu'on ne peut les trouver^{1...} »

Le contingent de responsables syndicaux mis à mort augmente de jour en jour, déclarait le secrétariat syndical pan-pacifique, le 15 septembre. « Chaque jour apporte la nouvelle de l'exécution de plusieurs travailleurs, de syndicalistes... Le mouvement de masse est écrasé, et toutes les organisations ouvrières ou paysannes sont en cours de « réorganisation », ce qui ne signifie rien d'autre que ce fait qu'elles sont désorganisées, brisées, et que leurs vestiges sont mis sous la coupe d'individus à la solde des militaristes... A Kiukiang, tout comme à Wuhan, les organisations syndicales ont été dissoutes, et leurs responsables exécutés. La troupe s'est emparée de la plupart des bâtiments syndicaux et a pillé les biens, les documents et les archives inestimables de ces organisations... Ce qui arrive à Wuhan n'est rien d'autre que la répétition exacte de ce qui eut lieu à Canton lorsque le général Li Chi-shen entreprit de détruire, et par la suite de « réorganiser » les syndicats et les unions paysannes; répétition aussi de ce que connût Shanghai soumis au régime de Chiang Kai-shek². »

La défaite du mouvement de masse ne pouvait être simplement mesurée par l'étendue de son élimination physique. Les ouvriers et les paysans n'étaient pas simplement tombés devant un ennemi plus fort, ils avaient été décapités par leurs propres leaders, par ceux-là mêmes qu'on leur avait appris à considérer comme les chefs de file de leur révolution. La démoralisation qui en résulta multiplia d'une façon incalculable les effets de la contre-révolution. La masse du peuple se détourna de l'arène politique. L'offensive de la contre-révolution, brutale et complètement inattendue, rendait les gens passifs, les faisait désertier des organisations totalement délabrées. Un porte-parole de l'appareil syndical communiste reconnut « qu'il faudrait une très longue période, une gigantesque énergie » pour remettre sur pied les syndicats³. Les associations paysannes, qui avaient compté près de dix millions d'adhérents, avaient presque complètement disparu. Seules, quelques bandes disséminées de rebelles, qui avaient pris

le maquis, continuaient à harceler les soldats qui écumaient la campagne. Dans les villes, les ouvriers avaient quitté par milliers les rangs du parti communiste. Celui-ci, en avril 1927, comptait près de soixante mille membres dont 63,8 % d'ouvriers⁴. En une année ce pourcentage était tombé aux quatre cinquièmes, et un rapport officiel admettait que le parti « n'avait pas la moindre cellule saine, parmi le prolétariat industriel⁵ ». A leur manière, les ouvriers rendaient leur verdict sur ce parti qui les avait conduits au désastre. Ils ne devaient pas regagner ses rangs; et le caractère essentiellement non urbain du parti communiste chinois, caractère qui tire son origine de ces événements, devait subsister jusqu'à la prise du pouvoir vingt ans plus tard.

De son côté, la direction de Moscou avait, une fois encore, « prévu » chaque chose et « agi correctement » dans tous les domaines. La débâcle confirmait sa sagesse suffisante, au moins à ses yeux, si elle ne l'était pas pour les milliers de Chinois qui payaient maintenant de leur vie les leçons apprises. Lénine et Trotsky devaient, à leur juste appréhension des lois internes du processus social, l'accès au pouvoir. Staline qui le détenait maintenant avait substitué à de telles qualités qui lui manquaient un empirisme pragmatique, éclectique, qui réduisait, d'une façon mécaniste, les forces sociales à des robots, et l'histoire à une pédante et docile suite d'étapes. Staline avait « prévu » que la bourgeoisie abandonnerait la révolution, et considérerait cela comme une « étape » nécessaire et inévitable du processus révolutionnaire. En conséquence, il énonçait cette idée que le parti révolutionnaire doit attendre que la bourgeoisie se soit « discréditée » aux yeux du peuple en empruntant ouvertement la voie de la contre-révolution. Ce n'était qu'à ce moment que le parti pouvait adopter une démarche plus hardiment révolutionnaire, que les masses seraient en mesure d'apprécier puisqu'elles auraient perdu leurs premières illusions, conception inséparable de Staline. Pendant les journées décisives de mars 1917, avant que Lénine ne revienne en Russie, Staline disait : « Nous devons attendre notre heure, attendre que le gouvernement provisoire s'épuise tout seul, attendre le moment où il se discréditera lui-même, lorsqu'il faudra appliquer le programme révolutionnaire... attendre le moment où les événements révéleront la perfidie du gouvernement provisoire. » Dix ans plus tard, au lendemain de l'effondrement de Wuhan. Staline écrivait :

Les communistes chinois auraient-ils dû lancer six mois plus tôt le mot d'ordre : « A bas la direction du Kuomintang »? Non, cela aurait été franchir trop vite, et très dangereusement, un pas qui aurait rendu plus difficile aux communistes l'approche des masses; car les masses à ce moment avaient encore confiance dans la direction du Kuomintang, et cela aurait isolé le parti communiste de la paysannerie. Cette conduite aurait été erronée, car à ce moment la direction du Kuomintang à Wuhan n'avait pas encore achevé son plein développement de gouvernement révolutionnaire bourgeois, et ne s'était pas encore discréditée elle-même aux yeux des masses comme elle allait le faire par son combat contre la révolution agraire et par sa défection, lorsqu'elle rejoignit le camp de la contre-révolution. Nous avons dit que rien ne pouvait être tenté pour discréditer et renverser la direction du Kuomintang aussi longtemps qu'elle n'aurait pas épuisé toutes ses possibilités de gouvernement révolutionnaire bourgeois... Alors les communistes doivent-ils lancer le mot d'ordre : « A bas la direction du Kuomintang de Wuhan »? Oui bien sûr, ils le doivent, puisque maintenant cette direction du Kuomintang s'est déjà discréditée elle-même en combattant la révolution et en créant des rapports hostiles entre elle-même et les masses... Un slogan tel que celui-ci trouvera une réponse fracassante. Maintenant, chaque ouvrier, chaque paysan, va voir que les communistes sont en train d'agir correctement *.

Staline ne négligeait qu'une chose. Pendant qu'elle se « discréditait » et qu'elle achevait son plein développement attendu passivement par les communistes, la contre-révolution du Kuomintang anéantissait jusqu'au bout les organisations du mouvement des masses. Les ouvriers et les paysans, se défendant eux-mêmes du mieux qu'ils pouvaient contre les coups et la terreur, n'avaient plus le loisir ni les moyens d'apprécier si les communistes « étaient maintenant en train d'agir correctement ». Les calculs académiques de Staline n'avaient que peu à voir avec l'effroyable réalité chinoise *.

Maintenant, les uns après les autres, les « leaders » de la révolution résumaient solennellement les leçons de la « catastrophe ». Borodine, qui était resté jusqu'au bout pour regonfler les alliés Kuomintang de Staline jusqu'à ce que toutes « nos possibilités » se soient épuisées, était maintenant sur le chemin du retour à travers les étendues désolées des steppes de l'Asie centrale. En route il fut reçu

* Au dos du numéro même de la revue contenant l'article de Staline était imprimé un texte de Lénine, datant de 1917, où se trouvait la phrase suivante : « C'est précisément les premières étapes que nous devons apprendre à reconnaître, si nous ne voulons pas tomber dans le rôle ridicule du lourdaud qui conseille de se mêler de la seconde marche alors qu'il vient d'aider à monter la première. »

fort civilement par Feng Yü-hsiang et de moindres généraux. Anna Louise Strong qui accompagna Borodine depuis Hankow tout au long de cette retraite laissa à ce propos une autre de ses descriptions si involontairement précieuses ⁷ :

« Borodine semblait ennuyé par tous ces généraux. Il distinguait trop clairement derrière leurs slogans nationalistes un désir d'assistance militaire. Il remarquait : « Lorsque le prochain général chinois qui viendra à Moscou criera : « Vive la Révolution Mondiale » on fera bien de l'expédier aussitôt au Guépéou ... Ce qu'ils désirent tous ce sont des fusils. »

M^{lle} Strong protestait de ce que leur hôte pour la nuit « semblait être un ami de la Russie et un esprit sympathique ». Mais, « très bas » Borodine répondait : « il est jeune, ils sont tous bons lorsqu'ils sont jeunes. » Quelques nuits plus tard, Borodine assis au clair de lune sur un siège pliant en vint à faire ce que M^{lle} Strong appelait « l'exposé le plus complet et le plus sercin que j'eus jamais l'occasion d'entendre de sa bouche sur les forces en jeu dans la révolution chinoise. Nous n'avions pas eu de temps pour une telle discussion à Hankow. Maintenant, séparé par un grand nombre de jours et de kilomètres du théâtre de l'action, c'était comme s'il faisait le point pour lui-même. » Borodine disait : « La grande bourgeoisie ne pourra jamais unifier la Chine, car elle n'est pas vraiment contre les impérialistes. Elle leur est alliée et en tire ses bénéfices. La petite bourgeoisie ne peut pas unifier la Chine, car elle hésite entre, d'une part, les ouvriers et les paysans, et, d'autre part, la grande bourgeoisie, pour finalement rejoindre celle-ci. Les ouvriers et les paysans n'ont pas unifié la Chine parce qu'ils ont fait trop confiance à la petite-bourgeoisie * . »

L'autre acolyte de Staline en Chine était le communiste indien Manabendra Nath Roy qui s'était appliqué à l'extrême tâche de « conseiller » à Chiang Kai-shek puis à Wang Ching-wei de ne pas se discréditer. Rejeté avec mépris, il s'éloigna du naufrage pour écrire :

Plutôt que de sacrifier les intérêts parcellaires des hobeaux réactionnaires et capitalistes, les dirigeants natio-

* C'est, à notre connaissance, le seul moment où Borodine émit une sentence sur ses faits et gestes et sur lui-même. De retour à Moscou, il sombra dans l'obscurité. Refaisant surface dans le journalisme mercenaire comme directeur du quotidien de langue anglaise, le *Moscow Daily News*, il parvint miraculeusement à survivre aux purges qui allaient venir et, en 1945, il était toujours à Moscou où, quelquefois pris de boisson et peu discret, il racontait aux journalistes étrangers les tragiques bévues de Staline en Chine.

nalistes bourgeois ont préféré trahir la révolution. La solidarité de classe l'a emporté sur la solidarité nationale... La poursuite de la révolution menaçait les intérêts de la classe capitaliste et de celle des propriétaires terriens. Le combat ultérieur contre l'impérialisme aurait inévitablement déterminé une révolution dans les rapports socio-économiques. La terre aurait dû être donnée à la paysannerie. La paysannerie aurait dû être préservée de l'exploitation illimitée des capitalistes. En bref, il n'était pas possible d'abattre l'impérialisme sans avoir préalablement détruit ses alliés naturels. La libération nationale complète ne pouvait être effective qu'en entamant sérieusement la position privilégiée de ces classes dont les représentants dirigeaient le mouvement nationaliste... Le radicalisme petit-bourgeois du gouvernement de Wuhan a fait faillite. Il a capitulé devant le bloc contre-révolutionnaire des féodaux, des bourgeois et des militaristes, qui a déjà vendu le pays à l'impérialisme. La nation a été sacrifiée sur l'autel des intérêts de classe. Les idéaux démocratiques, sans caractère de classe, du Kuo-mintang se sont perdus dans le farouche conflit des intérêts de classe. La leçon de ces événements révolutionnaires en Chine, c'est que la bourgeoisie nationaliste des pays coloniaux et semi-coloniaux est essentiellement contre-révolutionnaire; c'est que la révolution nationale, pour être victorieuse, doit être une révolution agraire; c'est que, non seulement la grande bourgeoisie, mais aussi la petite bourgeoisie, en dépit de leurs proclamations radicales, ne peuvent pas et ne veulent pas diriger la révolution agraire; c'est que la petite-bourgeoisie, lorsqu'elle est portée au pouvoir par les ouvriers et les paysans, ne partage pas ce pouvoir avec la classe ouvrière et ne le défend pas pour elle-même, mais le transmet à la bourgeoisie contre-révolutionnaire; c'est que la classe ouvrière, par le canal de son parti indépendant [le parti communiste], est la seule garantie de succès pour la révolution nationale ».

Dans le livre qu'il publia quelques années plus tard, Roy estimait, au bas mot ⁹, que vingt-cinq mille communistes avaient perdu la vie dans les premiers mois de la terreur de 1927, après que les « idéaux sans caractère de classe » de la veille se soient mués en « farouche conflit des intérêts de classe ». Avant-hier à peine, Staline, auquel Roy allait faire écho, prévoyait que la bourgeoisie (mais pas Chiang Kai-shek ni Wang Ching-wei) abandonnerait la révolution, en même temps qu'il apprenait à ces vingt-cinq mille communistes à croire que Chiang et Wang étaient « les alliés dignes de confiance » de la révolution, que le Canton de Chiang et le Hankow de Wang étaient les authentiques « centres organisationnels » de la révolution agraire, que « rien ne devait être entrepris pour les discréditer et les renverser » avant qu'ils ne se soient eux-mêmes discrédités — c'est-à-dire avant qu'ils n'aient

éliminé ces vingt-cinq mille communistes peu compréhensifs, et après eux des milliers d'autres, et aussi la révolution elle-même. Évidemment, il fallait payer ce prix pour confirmer les pronostics de Moscou, et pour permettre à Staline, à Boukharine, à Borodine, à Roy et à tous leurs complices, d'arriver à cette « conclusion juste », selon laquelle la bourgeoisie chinoise ne pouvait conduire la révolution agraire et que « l'impérialisme ne pouvait être renversé sans que ses alliés naturels soient préalablement détruits ». Avoir prévu un de ces points avant les événements était contre-révolutionnaire, trotskyste. Après coup, cela devint une partie des saintes écritures relevant de l'infailibilité stalinienne. Reprenant un rapport détaillé de Boukharine, le Comité central, le 9 août 1927, publia le résumé suivant :

L'expérience de l'évolution passée montre pleinement que la bourgeoisie n'est pas en mesure de résoudre les problèmes que pose l'émancipation nationale du joug impérialiste, parce qu'elle mène un combat contre les ouvriers et les paysans; qu'elle n'est pas en mesure de mener une lutte conséquente contre l'impérialisme et qu'elle tend de plus en plus à un compromis... qui, en fait, laisse pratiquement intacte la domination impérialiste. La bourgeoisie nationale est également incapable de résoudre les problèmes internes de la révolution, pour la bonne raison que non seulement elle ne soutient pas la paysannerie mais la combat activement. Il est presque impossible pour la bourgeoisie de composer avec la paysannerie puisqu'en Chine la moindre réforme du régime de la terre impliquerait l'expropriation des hobereaux et des petits propriétaires terriens, action dont la bourgeoisie est totalement incapable... Le parti communiste doit déclarer que la victoire sur l'impérialisme, l'unification révolutionnaire de la Chine et son émancipation du joug impérialiste ne sont possibles que sur la base de la lutte de classes des ouvriers et des paysans contre les seigneurs féodaux et les capitalistes ¹⁰.

Lorsque Trotsky, au moment où les masses se soulevaient avec la plus grande vigueur, avait réclamé une politique plus audacieuse, ses propositions avaient été rejetées et tournées en dérision. Alors étaient survenus les événements, et leur impitoyable cortège de conséquences. Ballottés durement par l'impact d'événements qu'ils ne pouvaient contrôler, les dirigeants du Kremlin proclamaient *maintenant* qu'il était temps de passer à l'offensive. Puisque, selon les prévisions du Kremlin, la bourgeoisie avait « abandonné » la révolution et qu'elle s'était « discréditée » elle-même, il était évident que, main-

tenant, dans les propres termes du Comité central, la révolution allait « se lancer en avant et connaître la plus haute phase de son développement, la phase du combat direct pour la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie ». Trotsky avait été accusé de sauter l'étape démocratique-bourgeoise de la révolution. Staline cherchait maintenant à sauter les désastreuses conséquences de sa politique. Il ordonna au parti communiste chinois de prendre la voie de l'insurrection ouverte.

Le parti communiste chinois qui, pour reprendre les mots amers de Ch'en Tu-hsiu, « avait seulement appris dans le passé la façon de capituler », devait soudainement passer à l'attaque, en pleine terreur, alors que tout était décimé et dispersé. Il fut contraint d'affirmer que la politique du Comintern avait été totalement juste, que l'échec de Wuhan était dû au « sabotage » de la direction communiste chinoise, que la défaite avait hissé la révolution à une « étape nouvelle et plus haute ». Hier, alors que des masses énormes étaient en action, on avait enseigné aux communistes la seule voie pour mettre en échec le mouvement et le démoraliser, en le soumettant aux forces de classes hostiles. Aujourd'hui, quand ce mouvement était anéanti, les communistes survivants étaient jetés sans pitié du compromis le plus extrême à l'aventurisme le plus extrême, dans l'espoir qu'une action militaire à contretemps pourrait leur faire retrouver ce qui avait été irrémédiablement perdu.

La plupart des dirigeants communistes opérèrent docilement le tournant. Ch'en Tu-hsiu avait été choisi comme principal bouc émissaire et fut déposé, mais la majorité des membres du bureau politique resta en place. La nouvelle direction, comprenait Ch'ü Ch'iu-pai, Chang Kuo-t'ao, Li Li-san, Chang T'ai-lei, Chou En-lai et Li Wei-han. Ils portaient tous, avec Ch'en Tu-hsiu, la responsabilité de ce qui était arrivé précédemment. C'était Chou En-lai qui avait aidé à conduire les ouvriers de Shanghai jusque dans les mains des exécuteurs de Chiang Kai-shek. C'était Li Wei-han, alias Lo Mai, qui, en tant que président du comité provincial du Hunan du parti communiste chinois, avait ordonné la retraite des détachements paysans de Changsha une semaine après le coup militaire du 21 mai. Tous maintenant, pour garder la tutelle de Moscou, rejetèrent la responsabilité et le blâme sur Ch'en Tu-hsiu et quelques autres, dont le principal crime avait été d'exécuter avec application les ordres reçus du Kremlin. Les

nouveaux dirigeants, entraînés à la retraite alors qu'il était temps de passer à l'attaque, devaient maintenant passer à l'offensive alors que tout les obligeait à battre en retraite.

Ils opérèrent le tournant mécaniquement, suivant les ordres venus d'en haut, insouciant de ce qui pourrait se passer dans le pays, et sans même modifier la politique de base du parti envers le Kuomintang ou la révolution agraire. A une conférence de la nouvelle direction, hâtivement convoquée le 7 août « par les instructions télégraphiques de l'Internationale communiste et de son nouveau délégué, Lominadze », le parti communiste fut appelé à « organiser des soulèvements d'ouvriers et de paysans sous la bannière de la gauche du Kuomintang ¹¹. » Le désastre avait également légalisé le mot d'ordre des « Soviets » — hier Trotskyste —, la *Pravda* déclarant le 25 juillet que « la crise du Kuomintang a mis la question des soviets à l'ordre du jour. Le mot d'ordre des soviets est désormais juste... Auparavant les partisans de la formation immédiate de soviets... ne voulaient que forcer les masses à sauter par-dessus des étapes à travers lesquelles le mouvement n'était pas encore passé ¹². » Alors que, maintenant, ils n'avaient plus rien à sauter que les ruines du mouvement révolutionnaire. La conférence du 7 août publia une longue lettre aux membres survivants du parti, récapitulant les « erreurs » de la direction déposée, et déclarant que Ch'en Tu-hsiu avait refusé avec acharnement d'appliquer les instructions, correctes dans les moindres détails, de l'Internationale communiste. On fit disparaître tout ce qui aurait pu sembler ambigu dans les astuces apologetiques que Boukharine avait introduites dans ses résolutions, afin de prouver que le Comintern avait eu infailliblement raison avant, pendant et après tout ce qui était arrivé. La conférence déclara que le nouveau régime « garantirait que, désormais, la direction serait juste, révolutionnaire et bolchevique ¹³ ». Hua Kang, historien officiel, dit que « la conférence sauva le parti d'une imminente dissolution et le mit sur la voie du bolchevisme ». A Moscou on annonça officiellement que « la déviation droitière dans la direction du parti frère chinois était maintenant liquidée, et la politique de la direction corrigée ¹⁴ ».

Ch'en Tu-hsiu et d'autres dans le parti élevèrent la voix contre la nouvelle politique des soulèvements, mais leurs protestations furent étouffées, puisque Moscou avait dit que le moment était venu de la lutte directe. Produit par le désespoir, l'état d'esprit des putschistes était résolu.

Puisque les conditions pour des attaques victorieuses n'existaient pas, il fallait les créer. Les communistes entamèrent alors, vers la fin de l'année 1927, la série d'aventures que l'on connaît sous le nom de « soulèvements de la Moisson d'Automne ». Le premier d'entre eux se produisit à Nanchang, la capitale du Kiangsi, le 1^{er} août, où deux officiers communistes Yeh T'ing et Ho Lung, commandant près de trois mille hommes, levèrent l'étendard de la révolte. Parmi les membres de leur « comité révolutionnaire » on relevait non seulement le nom des chefs du Kuomintang de gauche, M^{me} Sun Yat-sen, Teng Yen-ta, et Eugène Ch'en, alors en route vers l'Europe, mais encore les généraux Huang Ch'i-hsiang et Chang Fa-k'uei de la fameuse légion des « Côtes de Fer ». La presse du Comintern claironna aussitôt : « Un nouveau centre révolutionnaire est en train de se former ¹⁵. » Mais le nouveau centre ne fit pas long feu, Chang Fa-k'uei ayant tourné ses troupes contre la ville, Yeh T'ing et Ho Lung durent s'enfuir. Agitant leurs bannières Kuomintang devant une population amorphe, ils se dirigeaient vers le sud et furent dispersés devant les villes de Chaochow et Swatow dans le nord-ouest du Kwangtung. Les vestiges de l'armée Yeh-Ho s'enfoncèrent dans le district de la rivière de l'Est, berceau du mouvement paysan maintenant à son déclin, où subsistaient encore des bandes d'opiniâtres rebelles. Ce fut la fin de l'aventure Yeh-Ho ¹⁶.

Des explosions similaires, bien qu'à une échelle plus modeste, eurent lieu un peu partout en Chine centrale, et même dans certains districts du Nord. Toutes avaient une caractéristique en commun : les masses, au lieu de la « réponse énorme » prévue par Staline, refusèrent purement et simplement de coopérer. En bien des occasions, les communistes, rencontrant un manque d'enthousiasme évident, et devant la passivité des masses qui les ignorait, cherchèrent leur salut dans des alliances avec les petits satrapes militaires locaux. Au Hupch, quelques troupes sous la direction d'un officier communiste nommé Chang Fao-cheng essayèrent de s'unir avec un militariste local, contre un autre, mais furent écrasés lors du premier affrontement. Une défaite du même genre eut lieu dans le nord du Kiangsu. Dans quelques districts du Hunan et du Hupeh, il y eut plusieurs soulèvements sporadiques de paysans armés d'épieux et de pioches. Tous furent semblablement écrasés. A Shanghai, le comité provincial du Kiangsu, encouragé par de brèves flambées paysannes

au début du mois de novembre, décida que « le temps pour une insurrection était maintenant vraiment arrivé ». Le problème, c'était que les travailleurs ne se sentaient pas concernés. Si l'on s'en tient aux termes mêmes du rapport du parti communiste, on essaya de combler ce manque d'intérêt en envoyant des équipes de « terroristes rouges armés » pour intimider les travailleurs et les inviter à la grève, d'usine en usine, en pensant que si une grève générale pouvait être obtenue par ce biais le succès de l'insurrection serait assuré »¹⁷. A Wuhan, le bureau du Yangtze du parti communiste avait reçu, et tout d'abord rejeté, des ordres pour mettre en scène une insurrection, après que la première série des soulèvements de la Moisson d'Automne ait échoué dans l'arrière-pays. Pour ce refus, le bureau fut taxé d'« opportunisme » et de « couardise ». Il fit machine arrière et, selon Ch'ü Ch'iu-pai, lança des ordres pour une grève générale et une insurrection. Le jour venu, de toute façon, les membres du parti encore sur place furent pris de panique et s'enfuirent. Le bureau du parti pour la région nord adopta un plan général de soulèvement qui était si laborieusement débile que même Hua Kang, l'historien officiel du parti, dut convenir qu'il ne s'agissait là que de « matériel pour une plaisanterie historique ».

Pendant que toutes ces aventures avortaient à qui mieux mieux, le bureau politique du parti communiste se décidait finalement à replier la bannière bleue du Kuomintang. Le 19 septembre 1927, il déclarait que « les soulèvements ne pouvaient en aucun cas avoir lieu sous la bannière du Kuomintang »¹⁸. Au moment le plus ardent de l'élan révolutionnaire, on avait déployé la bannière bleue du Kuomintang, le parti communiste lui substitua donc la bannière rouge des soviets au moment du reflux révolutionnaire. Le 30 septembre, à Moscou, la *Pravda* de Staline proclamait : « le mot d'ordre des soviets était un slogan de propagande qui doit devenir un slogan pour l'action »¹⁹. En novembre, une session plénière du comité central proclamait avec soumission la nouvelle politique : « Tout le pouvoir aux délégués des conseils ouvriers, des conseils de paysans, de soldats et des pauvres : les Soviets ! » De l'échec de l'expédition Yeh-Ho, des défaites de la Moisson d'Automne, la direction communiste tira les conclusions, désormais familières : « La défaite de Yeh T'ing et de Ho Lung ne signifie pas que la révolution chinoise connaît une phase de déclin, mais au contraire qu'elle connaît une nouvelle étape, plus élevée, de son déve-

loppement. » Le plénum concluait ainsi, maintenant le principe de l'insurrection : « L'énorme expérience acquise durant ces trois derniers mois est le test probant de la justesse sur toute la ligne de la tactique du parti²⁰. » De Canton à Shanghai ou à Wuhan, on était passé de la défaite au désastre et du désastre à la débâcle. Il fallait que le cycle soit bouclé ! A Canton, une fois de plus, on se jetait vers une nouvelle catastrophe.

Le général Li Chi-shen régnait sur la province de Canton avec une lourde poigne. Les répressions de 1926 furent suivies par des purges sanglantes, en avril 1927, après le coup de Chiang à Shanghai. Les unions paysannes avaient été effacées, et les grandes organisations ouvrières de Canton avaient presque disparu. Les communistes s'en étaient remis à l'expédient désespéré du terrorisme, mais aucune de leurs tentatives d'assassiner Li Chi-shen n'aboutit. Lorsque survint l'effondrement de Wuhan, et que le Comintern lança ses directives en vue de l'insurrection, les communistes de Canton essayèrent de rassembler ce qu'il restait de militants sur place pour un ultime effort, désespéré. En septembre, lorsque l'armée de Yeh T'ing et de Ho Lung s'avavançait vers le sud à travers le Kiangsi, des plans avaient été hâtivement dressés pour un soulèvement en espérant que leurs troupes seraient vraiment capables d'emporter la ville de Canton. Mais, lorsque les troupes de Yeh et de Ho furent mises en déroute, on n'abandonna pas les plans qui avaient été dressés, on les ajourna seulement.

Quelques semaines plus tard, Canton fut le théâtre d'un conflit qui sembla, aux yeux des communistes, être l'occasion qu'ils attendaient. Chang Fa-k'uei et Wang Ching-wei étaient en train de comploter pour évincer Li Chi-shen et, comme leurs projets se savaient, le Comité central du parti communiste chinois ordonna à l'organisation de la province du Kwangtung « de saisir l'occasion de la guerre civile qui suivrait le coup d'État pour étendre le soulèvement aux villes et aux villages avec résolution ». Le coup contre Li Chi-shen eut lieu le 17 novembre et les forces des généraux dissidents se disposèrent pour la bataille, à soixante kilomètres de la ville de Canton elle-même. Le 26 novembre le parti communiste de Canton décidait d'organiser une insurrection et quelques jours plus tard décidait qu'elle aurait lieu le 13 décembre*.

* Une coïncidence toute particulière fixa le même jour l'insurrection de Canton et l'ouverture du quinzième congrès du parti communiste de

Au cours des événements qui allaient suivre à Canton, la duperie, les illusions, la myopie et un aventurisme dément allaient culminer en une monstrueuse tragédie. Heinz Neumann, l'aventurier communiste allemand, s'était vu chargé de la direction des opérations. Neumann, qui allait être exécuté lui-même par Staline dix ans plus tard, a laissé un livre dans lequel il donne sa propre version détaillée des événements de Canton. Un groupe de délégués du Comintern et de responsables communistes chinois ayant directement contribué aux événements collaborèrent à une relation encore plus détaillée, et que le parti communiste devait publier. Telles sont les sources dont s'inspire largement le récit suivant ²¹.

Les insurgés étaient sûrs de ce que la bataille imminente entre les militaristes faciliterait leur entreprise. Un an plus tard, Lozofzky écrivit qu'ils « auraient dû deviner que les querelles dans le camp de la contre-révolution cesseraient dès que les communistes auraient levé l'étendard de la révolte ». Ils croyaient également que les flambées sporadiques de colère paysanne dans le district de la rivière de l'Est laissaient prévoir la montée d'une autre vague du mouvement paysan. P'eng Pai était retourné à Haifeng et Lufeng, à deux cents kilomètres de Canton, là où sa carrière avait commencé cinq ans plus tôt^{**}. Avec de petites bandes composées des survivants de l'armée de Yeh et de Ho il avait mis sur pied des « soviets » paysans. Mais, ceux-ci, avec d'autres minuscules centres semblables dans des districts reculés, n'étaient que de fugaces lueurs. Les conspirateurs s'exaltaient et se persuadaient que le pays tout entier s'enflammerait lorsqu'ils tiendraient Canton. « Il est clair, confessait, douze mois plus tard, Lominadze, l'agent du Comintern, que nous avons grandement exagéré l'extension du développement des soulèvements paysans à cette époque. »

A Canton les comploteurs faisaient le compte de leur matériel. En opérant une synthèse des rapports du chef

P.U.R.S.S. au cours duquel Staline allait exclure l'opposition trotskyste. Trotsky a dénoncé le soulèvement de Canton, planifié selon lui pour donner « la majorité stalinienne une « victoire » en Chine susceptible de dissimuler « l'élimination physique de l'opposition russe ». *Problems of the Chinese Revolution* (p. 91, 92). Voir également Victor Serge, *De Lénine à Staline* (Paris, 1937), p. 31, et du même *Russia Twenty years after* (New York, 1937), p. 160, Boris Souvarine, *Staline* (Paris, 1935) p. 434. Un membre du groupe du Kuomintang de gauche qui avait émigré à Moscou à l'époque a déclaré à l'auteur que le groupe tout entier avait compris que les événements de Canton avaient été déterminés artificiellement en vue du quinzième congrès.

** P'eng Pai fut capturé par le Kuomintang et exécuté en août 1929.

militaire Yeh T'ing, du « camarade A » (on peut penser qu'il s'agit de Neumann), et du Comité révolutionnaire de Canton, Ch'en Shao-yü* estimait l'arsenal des communistes de la façon suivante : « Trente revolvers, au plus; deux cents grenades, au plus; fusils dans les mains des ouvriers, au plus cinquante; dans les mains des soldats, mille six cents fusils au plus. » Le propre rapport de Neumann faisait état de vingt-neuf mausers et de deux cents grenades équipant le fer de lance de l'insurrection, des survivants des piquets de la grève de Canton-Hong-Kong. Le seul détachement militaire à leur disposition était un régiment d'anciens cadets de Whampoa où l'on comptait deux cents membres du parti communiste. Yeh T'ing donna le chiffre de quatre mille deux cents participants à l'insurrection. Le « camarade A » en comptait trois mille deux cents.

Selon Yeh T'ing, les autorités militaires de Canton avaient à leur disposition cinq mille soldats bien armés, mille policiers et un millier de gangsters en armes du syndicat des mécaniciens (nom fameux dans l'histoire du mouvement ouvrier cantonais et qui servait maintenant à couvrir les activités d'une milice de choc du Kuo-mintang). Ces forces disposaient de cinq mille fusils, d'un bon nombre de mitrailleuses et de trente-cinq mortiers ou petits canons. Il y avait encore plusieurs canonnières, chinoises ou étrangères, à l'ancre dans la rivière. Dans les faubourgs de la ville il y avait près de quatre régiments au complet, et à deux ou trois jours de marche cinquante mille hommes sous les ordres de Chang Fa-k'uei ou de Li Chi-shen. Et parmi ces forces aucune trace, c'est Neumann qui le dit, de la moindre influence communiste. Par contre il considérait que toutes ces troupes « étaient entourées de tous côtés par la fermentation révolutionnaire »; si l'on prenait cela en considération, « on peut estimer que les forces militaires à Canton étaient à égalité ».

La « fermentation révolutionnaire » était si intense que les communistes n'osèrent même pas lancer un ordre de grève. Lorsque Neumann et le Comité communiste pesaient la stratégie à adopter, ils pensèrent un moment à lancer un appel à la grève générale. Ils abandonnèrent l'idée aussitôt, rapporta Neumann, « parce qu'il sembla au Comité

* Mieux connu sous le nom de Wang Ming, sera secrétaire général du parti de janvier 1931 à 1932.

révolutionnaire que, si on ne réussissait pas à surprendre l'ennemi à l'improviste par une attaque brusquée de nuit, les chances de victoire diminueraient singulièrement ». La dernière tentative pour mobiliser les ouvriers de Canton avait échoué le 23 octobre, lorsque Chang Fa-k'uei, cherchant déjà à s'assurer le pouvoir dans la ville, avait brisé les centrales syndicales encore en place et jeté en prison les responsables clandestins des usines. Wang Ching-wei, le dirigeant libéral qui avait été « l'allié digne de confiance » de Wuhan, avait également mené à bien une tâche que n'avaient pas osé entreprendre les militaristes : refouler les piquets, survivants de la grève de Canton-Hong-Kong, des dortoirs qu'ils tenaient toujours dans les faubourgs de la ville. Les piquets s'étaient dispersés et à peine cinquante ouvriers restaient à la disposition du parti communiste. Après cela, les communistes n'avaient plus essayé de regagner la confiance des ouvriers d'usine, si bien que l'insurrection était apparue, d'après Lozofsky, aux ouvriers comme un accident et une surprise. Le même caractère soudain et accidentel fut la marque du « soviet » qui devait naître du soulèvement. Quatre jours avant l'insurrection, une quinzaine d'hommes furent choisis pour représenter les travailleurs, les paysans et le régiment des cadets. Ces quinze individus n'en constituaient pas moins le « conseil des délégués ouvriers paysans et soldats de Canton²² ». Il était entendu que son effectif serait porté à trois cents membres après l'insurrection.

Pour ne rien arranger, les autorités militaires connaissaient tout du plan des communistes quelques jours avant le déclenchement de l'opération. D'après Huang P'ing, un membre du Comité révolutionnaire, ce fut Wang Ching-wei qui livra le renseignement. Parti à Shanghai pour y rencontrer Chiang Kai-shek, il y avait appris ce qui se tramait et en avait averti Chang Fa-k'uei par télégramme. Celui-ci ordonna immédiatement à son adjoint direct Huang Ch'i-hsiang, un des fringants héros révolutionnaires des « Côtes de Fer », de dégager suffisamment de troupes pour renforcer la garnison de Canton. Huang arriva dans la ville au matin du 10 décembre suivi à quatre heures de marche par ses troupes. L'évolution de la situation obligea les communistes à corriger leur tactique. Le Comité révolutionnaire se contenta d'avancer la date du soulèvement du 13 au 11 décembre.

A sept heures du soir le 10 décembre les insurgés commencèrent à rejoindre leurs postes. Les nouveaux ordres

furent transmis au casernement des cadets et, en quelques heures, les dés étaient irrémédiablement jetés. Quoi qu'il en soit, les autorités étaient prévenues et dans la soirée la ville était sillonnée par des voitures blindées et des patrouilles de police. L'un des points de rassemblement n'était pas vraiment dissimulé et là quatre-vingt-dix « gardes rouges » furent arrêtés et une soixantaine de grenades saisies. Il y eut un peu de flottement chez les dirigeants, mais il était trop tard pour modifier les plans. Vers minuit les autorités semblèrent rassurées car les patrouilles de police étaient presque toutes rentrées. A trois heures et demie du matin la fusillade commença dans le nord de la ville : le régiment de cadets s'était soulevé, abattant le commandant et quelques officiers. Grim pant dans les autobus les cadets se scindèrent en groupes d'une ou deux compagnies et prirent position aux points prévus pour l'attaque. Simultanément les piquets armés qui attendaient entrèrent en action.

Les premiers raids réussirent presque tous. En plusieurs points de la ville, de petits détachement de troupes ennemies furent désarmés ou dispersés après de brèves escarmouches; ce qui ajouta quelques fusils au maigre arsenal des insurgés. Dans le centre de la ville un groupe d'ouvriers et de cadets prit d'assaut et occupa rapidement le quartier général de la police militaire, et le commissariat central de police de l'autre côté de la rue. A l'état-major de Chang Fa-k'uei et à la résidence de Li Chi-shen, qui ressemblait à une forteresse, les attaquants furent rejetés par un tir de mitrailleuses qui se révéla infranchissable. Au coucher du soleil, alors que la plus grande partie de la ville était au mains de l'insurrection, ces deux points résistaient toujours et les combats devaient s'y poursuivre jusqu'au lendemain.

Au matin du 11 décembre, à six heures, le « soviet des délégués ouvriers, paysans et soldats » de Canton s'installa officiellement dans le quartier général de la police et commença à fonctionner comme gouvernement *de facto* de Canton. Deux des paysans sélectionnés n'arrivèrent pas à temps, et il n'y avait que treize personnes pour lancer le soviet. L'un des premiers actes du gouvernement fut de libérer plus d'un millier de prisonniers politiques dont la plupart rejoignirent immédiatement les forces de l'insurrection. Les armes aussitôt prises à l'ennemi étaient redistribuées et la fusillade s'entendait encore en ville lorsque furent promulgués les premiers décrets du « gouvernement soviétique ».

Le manifeste du gouvernement révolutionnaire avait été imprimé quelques jours auparavant, l'imprimerie où se trouvaient les exemplaires était encore dans la zone de feu et on ne pouvait les atteindre. Rapidement des tracts furent imprimés dans des ateliers situés dans la partie conquise de la ville. Des automobiles furent réquisitionnées et de jeunes propagandistes s'empressèrent de répandre des tracts dont l'encre était encore humide parmi les ouvriers de Canton pour leur faire savoir que la révolution avait enfin eu lieu, et que la bannière bleue du Kuomintang avait été enfin supplantée par le drapeau rouge des soviets. Le manifeste lançait un appel pour la confiscation des biens de la grande bourgeoisie, des banques et des bureaux de change. Les maisons des riches devaient être transformées en dortoirs pour les ouvriers. Les boutiques des prêteurs sur gages devaient être investies et les objets rendus à leurs propriétaires. « C'est pour tout cela que nos martyrs ont combattu et donné leur vie. Nous devons continuer leur combat. »

Le programme de la Commune de Canton réclamait la journée de huit heures, l'augmentation des salaires, l'aide de l'État aux chômeurs selon l'échelle officielle des salaires, la nationalisation des grandes industries, des communications, des banques, la reconnaissance de la Fédération panchinoise du travail en tant qu'organisation nationale du prolétariat chinois. Ce programme réclamait la nationalisation de la terre, l'extermination des grands propriétaires terriens et des *Haoshen* (les coqs de village), la destruction des baux, des actes de vente, des reconnaissances de dettes, des bornes de propriété et l'établissement d'un pouvoir soviétique dans les villages. Les pauvres des villes devaient être soulagés avec les biens confisqués aux riches. Toutes les dettes envers les usuriers ou les monts-de-piété étaient abolies, et les multiples taxes et contributions imposées aux artisans supprimées. Le peuple en armes, la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, la liberté de presse, de parole et de réunion furent proclamés pour toute la population ouvrière, ainsi que le droit de s'organiser et de faire grève.

Ce programme lancé dans un moment désespéré était son propre commentaire sur le cours antérieur des événements. Au moment où le pouvoir des masses balayait tout, les communistes s'étaient confinés dans des réformes timides et limitées qu'approuvait le Kuomintang et avaient à la fin été durement frappés par leur manque d'audace.

Maintenant qu'ils étaient une poignée s'agitant en face d'une masse inerte pour passer à l'attaque d'une réaction bien armée et bien retranchée, ils étaient prêts à s'exprimer hardiment : alors qu'on ne pouvait les entendre dans le fracas d'une sanglante répression. Il n'y eut qu'un petit nombre d'ouvriers pour se joindre à eux, quelques typographes, quelques mécaniciens et quelques tireurs de pouce quittèrent le travail pour prendre des fusils. Mais les cheminots et les bateliers restèrent à leur travail, profondément ignorants de ce qui se passait autour d'eux. Ils transportèrent des troupes qui étaient amenées pour réprimer le soulèvement, ils aidèrent les personnalités du Kuomintang à s'échapper des districts tenus par les insurgés. « Les masses n'ont pris aucune part à l'insurrection, écrivit Yeh T'ing, qui était arrivé seulement six heures avant le déclenchement des opérations pour prendre la direction des troupes. Toutes les boutiques étaient fermées sans que les employés manifestent le moindre désir de nous soutenir... la plupart des soldats que nous avions désarmés s'étaient dispersés en ville... les réactionnaires pouvaient encore utiliser la ligne Canton-Hankow... les ouvriers des centrales électriques avaient coupé le courant et il nous fallut travailler dans l'obscurité. Les ouvriers de Canton et de Hong-Kong, aussi bien que les marins, sous la pression des impérialistes, n'osèrent pas se joindre aux combattants... Les mariniers se mirent eux-mêmes honteusement au service des « blancs » qu'ils aidaient à franchir la rivière alors que nous ne parvenions même pas à connaître quelques-uns de leurs lieux d'embarquement. Les cheminots des lignes de Hong-Kong et de Hankow passèrent les télégrammes de l'ennemi et convoyèrent leurs soldats. Les paysans ne nous aidèrent pas comme ils auraient pu le faire en détruisant les voies de communication, et n'essayèrent pas d'empêcher l'ennemi d'attaquer Canton. Les ouvriers de Hong-Kong ne manifestèrent pas la moindre sympathie pour l'insurrection. » « S'il est vrai, écrivit Teng Chung-hsia, un autre des dirigeants, que tous les ouvriers de Canton n'ont pas pris part à l'insurrection, il est faux de prétendre, comme certains l'ont fait, qu'il n'y avait avec nous que cinq mille hommes. C'est une calomnie, il y en avait certainement plus de vingt mille. » Même, en comptant ainsi, Teng le remarque : « Il faut nous dire que la base sociale n'était pas très étendue ; il y avait, par exemple, avant la trahison du Kuomintang, près de deux cent mille ouvriers à la base du conseil communiste des

délégués ouvriers. » Le rapport d'Heinz Neumann, qui fait de son mieux pour apprécier largement le degré de soutien populaire, reconnut également que les ouvriers étaient restés passifs et « qu'il n'y avait pas de mouvement révolutionnaire conséquent chez les paysans dans les districts environnants ».

A peine deux ans plus tôt, avec leurs propres forces et leurs propres détachements, les ouvriers et les paysans de Canton et du Kwangtung avaient démoralisé les armées des vieux militaristes, paralysé le Hong-Kong de la toute-puissante Angleterre, et rendu possible l'unification politique de la province et l'établissement du gouvernement national du Kuomintang. A cette époque les communistes leur avaient enseigné de ne rien attendre en retour. Maintenant avec des forces — pour reprendre l'évaluation de Teng Chung-hsia — réduites à un dixième de ce qu'elles étaient auparavant, avec la révolution partout en déroute et la réaction partout triomphante, les communistes étaient en train de mettre en scène un soulèvement sous la bannière du pouvoir soviétique. Deux ans plus tôt, les communistes avaient vu leurs forces par le mauvais bout de la lunette, réduites et impuissantes, alors qu'en réalité, elles étaient formidablement solides. Aujourd'hui, ils les regardaient de l'autre côté, et les voyaient embellies et déformées. Ils n'avaient jamais vu leurs propres forces telles qu'elles étaient réellement, et ils payaient maintenant leurs erreurs de leurs vices.

Dans la matinée du 11 décembre les troupes du Kuomintang commençaient déjà à rendre les coups. Sur une demi-douzaine de misérables barricades, les défenseurs de la Commune de Canton en étaient déjà à essayer de repousser la contre-attaque qui se durcissait d'heure en heure. Fébrilement les quelques escouades de jeunes propagandistes essayèrent de soulever la population, haranguant, distribuant des tracts pour faire savoir qu'une réunion de masse monstre aurait lieu à midi, ce jour-là. A l'heure dite, il n'y avait qu'une maigre assistance de trois cents personnes. Le soir on décida donc d'essayer une nouvelle fois de tenir un autre meeting, le lendemain à midi, à l'extérieur du théâtre des Taiping. Sur cette réunion de masse Huang P'ing, qui, entre-temps, avait été promu commissaire des Affaires étrangères de la Commune, est muet. Teng Chung-hsia écrit sans ambages que la réunion ne se concrétisa pas. Ch'en Shao-yü qui avait l'avantage de ne pas être à Canton mais à Moscou à ce moment, écrit que dix mille

travailleurs se pressèrent pour ratifier les décrets de la Commune. Selon l'ordre du jour de la réunion, le soviet était censé se voir confirmer dans ses fonctions, son programme devrait être approuvé et sa composition complétée de quinze à trois cents membres. On ne sait si ces mesures furent jamais adoptées car cela ne fut pas noté. Ce qui importait très peu d'ailleurs car, dans l'après-midi du 12 décembre, l'ennemi attaquait la ville en force. Des cadets et des ouvriers mal armés allaient tenir tête opiniâtrement à l'artillerie grandement supérieure et aux mitrailleuses des assaillants.

Durant la fusillade, plusieurs foyers d'incendie se déclarèrent dans le centre de la ville, ce qui fut mis, bien sûr, sur le compte des communards incendiaires. En fait les incendies, qui détruisirent en partie la banque centrale et les bâtiments avoisinants, avaient été causé par les bombardements opérés depuis la rivière par les canonnières japonaises, britanniques et chinoises qui appuyaient l'attaque de la ville. Elles étaient entrées en action pour soutenir les défenseurs du quartier général de Chang Fa-k'uci, et couvrirent, par un tir de barrage, le passage des troupes, qui accostaient maintenant en grand nombre pour reprendre la ville. Selon le rapport d'un témoin oculaire, le correspondant du *Peking Morning Post*, le bombardement avait incendié un magasin de poudre d'où le feu gagna rapidement tout le voisinage. Le reporter du *Ta Kung Pao* a également décrit les exactions des propres gangsters du Kuomintang qui « profitèrent de l'occasion pour piller et incendier ». Le récit de première main de l'*Yi Shih Pao*, de Pékin, déclarait que les canonnières avaient causé par leurs bombardements au moins une dizaine d'incendies²³. Huang Ch'i-hsiang et Li Fu-lin dirigeaient les opérations depuis une canonnière mouillée dans la rivière. Parmi les chefs de la répression il y avait Hsüeh Yüeh qui, seulement neuf mois plus tôt, avait offert aux communistes de mettre à leur disposition sa division pour parer au coup de Chiang à Shanghai. Du front de la rivière de l'Ouest, de Kungyi au nord, de Whampoà et de Honan à l'est, quelque quarante-cinq mille hommes de troupes faisaient mouvement vers la ville, où un millier de gangsters bien armés étaient déjà aux prises avec les forces de la Commune. Le gros des troupes communistes était retranché derrière des sacs de sable au bord de la rivière sous le feu croisé des canonnières et des gangsters. Les communistes étaient si isolés que plusieurs détachements ennemis débarquèrent et

prirent position à moins de cent mètres du quartier général du Comité révolutionnaire avant d'être repérés. En dépit de tout cela le quartier général tint bon jusqu'au 13, à dix heures du matin; on se replia alors derrière la barricade de sable, pour finalement poursuivre le combat de rue en rue. Quelques dirigeants et un petit nombre de gardes rouges vinrent grossir le régiment des cadets — Neumann parle de mille cinq cents hommes au total — et forcèrent le cordon des troupes ennemies quittant la ville pour se diriger vers Hailufeng. A midi, les communistes qui restaient tenaient leur dernier conseil au bureau de la sécurité publique où le soviet avait installé son éphémère pouvoir. Là, entourés de tous côtés, ils résistèrent à l'extermination pendant deux heures, repoussant cinq attaques. Peu après midi le drapeau rouge était finalement amené au quartier général de la police. Quelques petits groupes, çà et là, allaient encore résister, brûlant leurs dernières cartouches. L'après-midi du 13 décembre, les derniers d'entre eux étaient submergés.

La plupart des rapports étrangers ou du Kuomintang parlent des événements de Canton du 11 au 13 décembre comme de « trois jours de terreur ». Durant sa brève existence, la Commune, d'après les communistes, avait tué deux cent dix individus et en avait emprisonné soixante et onze. Un correspondant de la *China Weekly Review* estimait que les communistes étaient responsables de six cents morts, en comptant les soldats du Kuomintang tués pendant la bataille²⁴. La vraie terreur ne commença qu'au soir du 13 décembre. Li Chi-shen, Chang Fa-k'uei et Huang Ch'i-hsiang lâchèrent leurs troupes sur la ville. Longtemps après la chute des derniers flots de résistance, les rues étaient pleines du fracas des mitrailleuses actionnées par les exécuteurs, et restaient jonchées de cadavres. Un correspondant du *Ta Kung Pao* vit des femmes communistes « roulées dans des couvertures arrosées d'essence et brûlées vives ». Les soldats s'emparèrent de toutes les femmes qui portaient les cheveux courts, ceci étant considéré comme une marque de radicalisme. Des centaines de jeunes filles furent abattues ou massacrées de différentes manières après avoir été soumises à d'effroyables sévices. « Canton ressemble à un enfer », câbla un reporter et « les cadavres qui ne sont pas ramassés sont empilés le long des routes²⁵ ».

Un correspondant du *Shuntien Pao*, un journal de Pékin, s'était aventuré dans les rues :

La première chose que je vis lorsque je débouchai de la ruelle fut le cadavre d'un ouvrier, le visage tourné vers le ciel. Il était couvert de saletés. Sur sa tête, il y avait un foulard rouge. Le front et la joue droite avaient été emportés par une balle, la chair morte était recouverte par des mouches... Derrière les murs de brique éventrés, adossés aux arbres, étendus aux coins des rues, flottant sur la rivière, partout où le regard tombe : des morts... Dans chaque rue, partout, il y avait des cadavres d'hommes et de femmes massacrés... le sang semblait avoir coulé à flots. Il y avait d'épais caillots de sang figé sur un sol parsemé de cervelles et d'entrailles. Des pierres, des bambous, des épieux en bois et des sabres jonchaient encore les rues. Les cadavres raidis sentaient horriblement mauvais. A l'angle du parc, j'ai vu trois camions bondés de cadavres. Sur la droite, dans les buissons, il y avait une dizaine de morts récemment abattus. Il y avait des cris déchirants et des lamentations, et au loin il semblait que l'on tirait encore.

Sous une photo de cadavre dans les rues de Canton, un journaliste de Shanghai mentionnait : « Les corps des morts étaient ramassés comme du bois mort et emportés par charrettes entières pour être enterrés dans une fosse commune ²⁶. »

Parmi eux, il y avait les corps de Chang T'ai-lei, chef du Comité révolutionnaire, tué en combattant le 12 décembre, et de cinq Russes abattus par les soldats de Li Fu-lin lorsqu'ils avaient razié le consulat soviétique, le 15 décembre. La plupart des dirigeants s'étaient échappés et, selon Yeh T'ing, Heinz Neumann avait été l'un des premiers à s'enfuir. Ils laissaient derrière eux, étalés d'une façon grotesque, dans les rues de Canton, les restes et les dépouilles des organisations révolutionnaires de la ville. Finalement, le nombre des morts fut chiffré à cinq mille sept cents.

Durant les mois qui suivirent, on essaya de faire coïncider des mises au point et la dure réalité des événements. Quelques voix s'élevèrent bien pour critiquer le comité provincial du Kwangtung, mais on les rappela rapidement à l'ordre. La responsabilité de la politique putschiste remontait trop directement et complètement du comité du Kwangtung au Comité central, du Comité central au Comintern, et du Comintern à Staline. Le crime de Canton devait être justifié une fois de plus, afin de sauvegarder le mythe de l'infaillibilité de la direction. Les mises au point et les résolutions disaient que cela avait été « juste et nécessaire », et l'analyse de la situation sur laquelle tout avait reposé « coïncidait tout à fait avec la réalité ». Tant et si bien que le bureau politique du parti communiste chinois, le 3 janvier 1928 et le neuvième plénum du Comité exécutif de

l'Internationale communiste, un mois plus tard, déclarèrent tous les deux, qu'il y avait seulement eu quelques « erreurs de directions » et que le parti communiste dépassant de telles « erreurs » avait à continuer l'organisation de soulèvements nouveaux plus importants et plus victorieux, sur la crête de la « nouvelle vague révolutionnaire » dont Canton avait été le signe avant-coureur²⁷. Il fallut attendre le sixième Congrès de l'Internationale communiste, et le sixième Congrès du parti communiste chinois qui se réunirent, simultanément, à Moscou en juillet 1928 pour qu'il soit reconnu que l'insurrection de Canton, bien qu'indubitablement « correcte » et « nécessaire », avait été un « combat d'arrière-garde²⁸ ».

En fait, cela avait été un sacrifice sanglant imposé d'en haut et de l'extérieur à une petite équipe de survivants désorientés d'une révolution en déroute.

Chapitre 18

L'IMPORTANCE HISTORIQUE DE LA RÉVOLUTION CHINOISE DE 1925-1927

Vingt-deux ans après la défaite de la révolution de 1927, les communistes s'emparaient du pouvoir en Chine. Le 15 octobre 1949, les troupes communistes chinoises entraient dans Canton. Shangai et Nankin étaient tombés auparavant. Deux semaines plus tôt, le 1^{er} octobre, la République populaire chinoise avait été proclamée par Mao Tse-tung à Pékin. Chiang Kai-shek et ceux des généraux et des politiciens du Kuomintang qui étaient restés avec lui se réfugiaient dans l'île de Formose. De Canton à Canton, le cycle s'était refermé en moins d'une génération, qui fut celle de quelques-uns des plus importants protagonistes de ces événements.

Le foyer éteint de la révolution manquée en 1927 avait laissé après lui une traînée d'étincelles qui devaient inévitablement rallumer l'incendie dans la société chinoise. La crise sociale demeurait, attisée par la révolution aussi bien que par la contre-révolution. Elle resurgit avec encore plus de force de tous les obstacles qui n'avaient pas été surmontés et de tous les dilemmes qui n'avaient pas été tranchés, aussi bien que de la décomposition accélérée du pays. Les communistes, exterminés ou dispersés en 1927, s'étaient regroupés en de petits îlots de résistance au fond de la campagne. La vie politique ayant été réduite à la conduite de petites bandes de paysans ou de guérilleros, les communistes s'obstinèrent à survivre à travers des années de guerre et de défaite, tirant une nouvelle force des erreurs du gouvernement nationaliste, de l'invasion japonaise et de l'impact de la Seconde Guerre mondiale. Lorsque cette guerre prit fin, la question du pouvoir se posa à nouveau en Chine; les communistes se présentant

alors comme la relève d'un régime qui n'arrivait plus à assurer son autorité. Ce conflit, qui se déployait à l'intérieur de l'affrontement russo-américain pour le pouvoir mondial, révéla rapidement que le Kuomintang avait complètement épuisé ses possibilités de gouverner, même mal. En 1948 et 1949, le régime de Chiang Kai-shek s'écroula de lui-même. Pour le Kuomintang, la guerre civile n'était rien de plus que le processus de sa désintégration, de son abdication, de sa fuite. Pour les communistes, la guerre civile n'était que le processus de la prise d'un pouvoir qui leur tombait entre les mains. Sous la coupe de ses nouveaux maîtres de Pékin et, derrière eux, de Moscou, la Chine entamait une nouvelle phase de son effort pour sortir de l'arriération. Ceci impliquait, à l'intérieur, l'installation d'une nouvelle dictature totalitaire; et à l'extérieur, que les rapports de la Chine et du monde occidental seraient fixés par la place que la Russie lui assignerait dans son orbite. Pour le reste de l'Asie et du monde, c'était l'aube d'un formidable bouleversement. Pour le peuple chinois commençait un nouvel acte de son interminable tragédie.

Regardant le passé du haut de leur récent pouvoir en Chine, les communistes considérèrent leur défaite, vingt ans plus tôt, comme un simple épisode, un recul momentané sur la route de la victoire finale *. Mais cette façon de considérer le cours mouvementé de l'histoire comme une courbe peu représentative nous dissimule trop la signification, à la fois, du présent et du passé. En fait, l'empreinte de la défaite de 1925-1927 a laissé de lourdes traces, non seulement sur la victoire communiste de 1949, mais aussi sur toute l'histoire catastrophique de l'époque qui l'a précédée. La révolution manquée de 1925-1927 fut l'un des principaux épisodes des affaires humaines entre les deux premières guerres de ce siècle. Il faut la classer à cet égard avec la révolution allemande manquée de 1923, la dépression économique mondiale qui commença en 1929, l'invasion de la Mandchourie en 1931, la prise du pouvoir par Hitler en 1933, la grève générale de 1936 en France et la guerre civile espagnole de 1936 à 1939. Les événements chinois contribuèrent à parachever l'évo-

* Dans le principal document écrit à la veille de la victoire (« La dictature démocratique populaire ») qui fut rédigé pour le vingt-huitième anniversaire de la fondation du parti communiste chinois, le 1^{er} juillet 1949, Mao Tse-tung n'hésita pas à ramener toute l'histoire des années 1925-1927 à une simple phrase : « Sun Yat-sen mourut et Chiang Kai-shek vint au pouvoir. » (Éditions en langues étrangères — Pékin 1960 — page 7)

lution de la Russie en État totalitaire nationaliste. En Chine même, la défaite de la révolution avait exposé le pays, peu d'années plus tard, aux tentatives de conquête du Japon. Ceci aggrava, du même coup, les tensions qui allaient finalement exploser dans la guerre du Pacifique, entre 1941 et 1945. L'héritage psychologique et politique de 1927 marqua profondément la pensée et le comportement des deux camps durant la guerre civile qui suivit la défaite du Japon. Il resta, en dépit des transformations et des nouvelles querelles, un élément de base des rapports sino-soviétiques fondés depuis la conquête du pouvoir par les communistes chinois.

Historiquement aussi bien qu'immédiatement, il importe de percevoir l'empreinte de la révolution chinoise de 1925 sur l'enchevêtrement de toute cette histoire. Il s'agit d'une histoire que nous vivons encore, et il n'est guère plus facile de s'y reconnaître pour qui l'étudie en historien que pour qui l'aborde en journaliste, en homme politique ou en simple citoyen. Et cependant la compréhension recherchée possède pour nous une urgence dont les historiens du futur seront naturellement délivrés. Par conséquent, aussi peu approprié que risque d'être notre travail, nous allons essayer de dégager l'héritage et les conséquences de 1927 dans la montée et la chute du Kuomintang, le déclin, la chute et la remontée du parti communiste, l'évolution de la Russie et les perspectives du totalitarisme en Asie. Nous pouvons ainsi tenter de montrer la phase initiale de la révolution qui eut lieu en Chine voici vingt ans comme un facteur de la compréhension des dilemmes qui s'offrent à nous maintenant.

I. — *L'ascension et la chute du Kuomintang*

La défaite de la révolution avait plongé la Chine dans une période de terreur, de nouveaux affrontements militaristes, de profonde désintégration économique et d'invasion étrangère. Incapable d'appliquer les réformes économiques et sociales les plus élémentaires, le Kuomintang ne pouvait que s'établir sous la forme d'une brutale dictature militaire. Il ne s'agissait pas d'une dictature monolithique et se suffisant à elle-même. Chiang Kai-shek et ses associés de Nankin partageaient le pouvoir avec des groupes de satrapes militaires rivaux, et ils restaient largement dépendants de l'aide financière, poli-

tique et militaire des puissances étrangères. Le régime se développa comme un monstrueux parasite sur le corps blessé de la nation. Ces généraux et ces banquiers, ces grands propriétaires terriens et ces bureaucrates, ces géôliers et ces exécuteurs inextricablement mêlés écumèrent le pays. La terre, le peuple, l'entreprise économique la plus modeste n'étaient pas simplement des sources de profit, mais de pillage. Tous les moyens d'exploitation vainement contestés par la révolution étaient non seulement préservés, mais portés à un niveau jamais atteint.

Le Kuomintang gouvernait ouvertement par la force. Incapable de se gagner le soutien populaire, il obligeait à la soumission. Incapable de développer, et encore moins d'utiliser, les institutions démocratiques, il emprisonnait purement et simplement, ou bien supprimait les opposants, et avec eux la critique. Restait une certaine dose de liberté d'action pour les éléments intégrés à l'intérieur du régime lui-même, mais c'était essentiellement un produit de l'idéologie paternaliste autoritaire de Sun Yat-sen, s'exerçant à travers une organisation copiée sur le modèle bolchevique. Ce fut donc, pendant ses vingt-deux années de règne, un régime de parti unique, totalitaire, avec sa police secrète, avec son appareil pour contrôler la pensée et réserver à tous les dissidents un traitement impitoyable. Ses premières années furent les plus sanglantes. Personne n'a jamais pu évaluer le nombre des victimes de la terreur nationaliste. Personne n'a jamais pu connaître le nombre des prisonniers politiques qui encombraient les prisons malodorantes d'un bout à l'autre du pays, ni combien d'entre eux moururent de faim ou sous la torture.

Il y eut quelques essais de dénombrement, mais ce sont des statistiques très parcellaires, tirées des proclamations, ou de la presse à qui le régime, jusqu'en 1932, communiquait son tableau de chasse quotidien ou hebdomadaire. L'une de ces études, par exemple, indique qu'entre avril et décembre 1927 il y avait eu 37 985 condamnations à mort prononcées officiellement, complétées par 32 316 condamnations à la réclusion. Évaluations qui ne comprennent évidemment pas les victimes jamais dénombrées des massacres gratuits qui avaient eu lieu lors de l'élimination des organisations de masse et de l'établissement du gouvernement nationaliste; entre autres, le massacre de 20 000 personnes dans le Hunan. De janvier à août 1928, on avoua 27 699 exécutions. En 1930, une estimation grossière fixait à 140 000 le nombre alors atteint des vic-

times. En 1931, un ensemble de rapports concernant seulement six provinces donnait le total de 39 778 exécutions pour l'année¹. Quelques-unes de ces évaluations proviennent de source communiste; il est difficile de croire qu'elles aient été exagérées. La terreur était exercée trop publiquement, et son retentissement est trop inscrit, même dans la presse étrangère de l'époque, ou dans celle du Kuomintang. Après 1931 il n'y eut plus de publicité autour de la terreur, mais elle n'en continua pas moins. Comme à cette époque le crime le plus courant était l'opposition à l'inflexible politique de Chiang Kai-sek qui restait la non-résistance aux empiétements japonais, l'élimination du mouvement antijaponais suffisait à garnir les prisons et à assurer aux terrains d'exécutions un bon rendement. Tout au cours de la période de domination du Kuomintang, la police secrète dirigea la presse et terrorisa le corps enseignant et les étudiants. La conscription forcée et l'enrôlement dans le « service du travail obligatoire » contribuèrent à ruiner les villages. Aucune de ces évaluations n'inclut le coût, en vies humaines et en souffrances, des campagnes militaires punitives à grande échelle menées contre les paysans insurgés de Chine centrale, au cours de cette sombre et sanglante décennie.

Quand il prit le pouvoir, Chiang Kai-shek remplaça l'ancien militarisme par un nouveau. Il le drapa dans les oripeaux nationalistes, et invoqua le nom et la doctrine de Sun Yat-sen comme caution morale de la dictature de ce parti unique par lequel il gouvernait. L'étape transitoire de « tutelle politique » prévue par Sun Yat-sen dura jusqu'à la fin du gouvernement nationaliste. Aucune des constitutions promulguées, ou des assemblées arbitrairement nommées, ne tempéra sensiblement l'absolutisme du régime nationaliste. Par respect des grands propriétaires, le Kuomintang préserva le système arriéré et improductif de location des terres et des cultures. Ce qui amenait les masses paysannes, soit à la rébellion ouverte, soit au vagabondage, à l'enrôlement dans les troupes des militaristes, au brigandage, ou bien encore les condamnait à prier en attendant la mort qu'apportaient les famines ou les inondations. Par respect des banquiers, le Kuomintang lança de gigantesques emprunts, qui firent affluer d'énormes bénéfices vers un petit nombre d'individus et de familles, mais en soumettant l'industrie et les affaires à une spéculation incontrôlée, à la concussion et à la corruption. Par respect des généraux, le Kuomintang gaspilla la quasi-

totalité du revenu national, entreprit des réquisitions en masse qui drainaient hors des villes et des villages, année par année, leurs maigres ressources. Par respect des bureaucrates et des politiciens, le Kuomintang suça ce qui pouvait rester du revenu national par des taxes ruineuses et par le monopole de l'opium, lucratif bien que non officiel.

« L'unification » de la Chine par le Kuomintang resta toujours un mythe. Chiang, au cours de la guerre civile, élimina quelques-uns de ses rivaux, en acheta d'autres, et neutralisa le restant par des alliances mutuellement profitables. La « reconstruction » du Kuomintang produisit une montagne de plans, de lois, d'épures, de décrets, de commissions spéciales et de promesses. Le seul résultat tangible, quelques projets industriels de façade, quelques kilomètres de voies ferrées, quelques kilomètres de routes, et un imposant mausolée à Sun Yat-sen, ne fut qu'une couverture pour la mise à sac de tout le pays. Les désastres naturels, et ceux causés par l'homme, détruisaient progressivement la capacité de la Chine à se nourrir elle-même. La Chine, immense pays agricole, devait utiliser une proportion croissante de ses exportations normales pour payer ses importations de vivres. Le contrecoup de la crise économique mondiale, surtout après 1931, accusa encore plus le processus de désintégration économique dont le régime nationaliste avait été le moteur initial.

Ce fut sur cette Chine dévastée que le Japon lança, en septembre 1931, son offensive impérialiste. Choissant astucieusement son moment, il se présenta pour occuper un vide relatif de la politique mondiale découlant des difficultés des puissances occidentales aux prises avec la crise économique, et en même temps il tira parti de la stratégie occidentale, qui tendait à dresser un cordon sanitaire autour de la Russie. Le Japon pénétra en Chine par la Mandchourie, ne rencontrant qu'une résistance locale, décousue, et que d'ailleurs le gouvernement de Chiang Kai-shek ne soutenait pas. Puis il s'étendit vers la Grande Muraille, pour pénétrer dans la vieille Chine proprement dite. En faisant alterner l'attaque militaire et l'offensive diplomatique, il visait à faire passer le pays tout entier, puis le continent, sous son contrôle. Pendant près de six ans, en butte aux coups répétés du Japon, Chiang Kai-shek battait en retraite, temporisait, et abandonnait, cherchant toujours une base d'accord susceptible de satisfaire les exigences du Japon tout en préservant son propre pouvoir. Cette attitude reproduisait, à l'échelle

de Chiang, l'attitude des impérialistes occidentaux rivaux du Japon, qui ne s'opposaient pas à son avance, comptant bien qu'il n'irait pas trop loin. Partout en Chine où l'on résista à la progression japonaise, ce fut malgré Chiang Kai-shek et en dépit de ses ordres. C'est ce qui se produisit à Shanghai en 1932, lorsque la XIX^e Armée de Route, dont l'état-major n'obéissant qu'à lui-même résista à une attaque combinée de l'aviation, de la marine et de l'infanterie japonaises, pendant trente-quatre jours, tandis que Chiang Kai-shek lui refusait tout soutien. A la fin, ce furent ses délégués qui s'interposèrent et négocièrent « l'armistice » qui démilitarisait la zone de Shanghai. L'armistice de Tangku, en 1933, abandonnait définitivement la région immédiatement contiguë à la Grande Muraille, et fournissait au Japon un solide point d'appui en Chine du Nord. En 1934, les représentants de Chiang reconnurent *de facto* les conquêtes japonaises en Mandchourie quand ils acceptèrent de reprendre les relations postales et ferroviaires entre la Chine du Nord et le « Mandchukuo ». En 1935, deux accords ultérieurs reconnaissaient le bien-fondé des réclamations japonaises sur la partie est du Chantoung et les forces gouvernementales chinoises se retiraient de la province du Hopeh.

Les apologistes du Kuomintang ont toujours insisté sur le fait que, durant cette période, Chiang gagnait du temps en concédant du terrain pour préparer l'ultime défense du pays. Mais, loin d'agir comme un dirigeant cherchant à rassembler les forces du pays contre l'invasion étrangère, Chiang Kai-shek complétait sa politique d'abandon par une brutale élimination de la résistance populaire à sa « politique de non-résistance ». Les mouvements anti-japonais furent noyés dans le sang. Les étudiants, et tous ceux qui protestaient ouvertement, étaient abattus ou jetés dans les prisons surpeuplées. Chiang se préoccupait surtout de maintenir sa propre position, et il espérait que ses capitulations successives inciteraient les Japonais à lui octroyer un nouveau bail sur la vallée du Yangtze. Dans cette zone, tout en déplorant son impuissance face aux Japonais, il employait la masse de ses armes et de ses troupes contre les armées insurgées conduites par les communistes².

Ce n'est qu'en 1937, lorsque les Japonais, à partir des tremplins que Chiang Kai-shek leur avait cédés, entamèrent une campagne visant manifestement à conquérir toute la Chine, que Chiang fut finalement obligé de résister. Et

même à ce moment-là, il ne fut capable que de lancer d'immenses forces, mal entraînées et mal conduites, dans des batailles futiles et meurtrières, et de poursuivre sa retraite vers l'Ouest chaque fois qu'il fut écrasé par les Japonais. Il ne voulait satisfaire aucune demande de ces réformes, même limitées, qui auraient pu mobiliser un peuple qu'il craignait plus que les envahisseurs. Lorsque la guerre sino-japonaise devint finalement une guerre entre les grandes puissances, Chiang se contenta de s'accrocher à son refuge dans l'ouest du pays, en attendant le sauvetage par les forces américaines. Pendant ce temps-là, de toute façon, le pouvoir lui échappait. La lutte anti-japonaise dans la partie occupée du pays avait créé ses propres formes de résistance et de direction, et était passée rapidement sous contrôle communiste. Les armées communistes, auparavant confinées dans le Nord-Est, filtraient vers l'est, offrant un encadrement bien organisé pour la population désireuse de résister à l'invasion. Les communistes recueillirent de cette façon un prestige et une adhésion populaire très considérables. La base était créée pour leur extension rapide. Lorsque la puissance américaine eut finalement écrasé le Japon, lorsque les armées russes entrèrent en Mandchourie, et lorsque les armées japonaises d'occupation, jamais défaites, déposèrent brusquement les armes, les communistes tenaient les positions et possédaient les forces qui allaient leur permettre de contester au Kuomintang la maîtrise de la Chine tout entière.

II. — *La chute et l'ascension du parti communiste chinois.*

La réapparition en force des communistes chinois en 1945, et leur conquête du pouvoir en moins de quatre ans, ont fait oublier l'histoire qu'ils avaient faite et vécue, les vingt années qui avaient suivi leur défaite de 1927. C'est pourtant cette histoire qu'il faut démêler pour comprendre ce qu'est devenu le parti communiste chinois.

La défaite de 1927 ressemblait à une extermination. Le parti communiste fondé sept ans plus tôt avait été conduit au désastre; principalement comme nous l'avons vu, pour avoir été totalement soumis au contrôle soviétique. Après la défaite, ce contrôle ne s'était pas relâché, sans toutefois empêcher les communistes chinois de se particulariser. Dans les confins de la Chine centrale, ils

avaient trouvé leur propre méthode de survie, de nouvelles voies vers le pouvoir. La victoire nationaliste, loin d'avoir résolu la crise fondamentale de la Chine, n'avait servi qu'à l'aggraver. Pendant près de vingt ans, la défaite et l'isolement, d'amères aventures, allaient inculquer au mouvement communiste chinois une nouvelle force, lui former un caractère nouveau, en lui faisant apprendre la guerre de partisans, dont la tradition en Chine est aussi vieille que l'histoire elle-même.

Les guerres de paysans n'ont jamais cessé en Chine, renversant les dynasties, en faisant surgir d'autres, sans que changent pour cela les rapports sociaux. A travers de longues périodes historiques, et durant l'ascension et le déclin de clans rivaux, des bandes de partisans, de paysans rebelles, continuaient çà et là à contester l'autorité établie, créant une tradition ininterrompue de violences et de rébellion qui, la plupart du temps, n'affectait pas l'immobilisme de la société. Tel était le cercle vicieux historique dans lequel avait stagné la Chine pendant que l'Occident se transformait. Moins d'un siècle avant le soulèvement populaire de 1925-1927, la Chine centrale et la Chine du Sud avaient été balayées par la révolte des Taiping qui, aux yeux de beaucoup d'historiens, aurait pu provoquer des transformations radicales dans la société chinoise. Les Taiping furent écrasés par l'intervention des puissances occidentales venant en aide au pouvoir mandchou. Ils furent classés dans l'histoire comme l'avortement d'une tentative dynastique. La révolution qui éclata peu après la Première Guerre mondiale relevait également de cette longue tradition de colère paysanne, mais elle introduisait un nouvel élément, celui d'une révolution ouvrière urbaine, susceptible de réunir le nouveau prolétariat avec la grande masse éparpillée des paysans⁴ déterminant un nouveau type de rapport entre la ville et les campagnes, et plaçant sur une nouvelle base les forces productives chinoises. Si cette possibilité existait, les événements de 1925-1927 l'ont supprimée. Ces événements avaient même complètement éliminé, et la suite des événements l'a prouvé, l'éventualité d'une nouvelle révolution ouvrière.

D'une part, une victorieuse contre-révolution avait brisé, physiquement et psychologiquement, les organisations des travailleurs des villes. D'un autre côté, le prolétariat urbain qui ne s'était constitué que récemment, peu avant et aussitôt après la Première Guerre mondiale, avait subi une série ininterrompue de coups qui avaient

affaibli ses forces et réduit ses effectifs. Les dix années suivant la révolution avaient accusé l'impact de la dépression économique mondiale, conjuguées à l'invasion étrangère et à son cortège de destructions d'usines. Par la suite était survenue une ruineuse inflation et, en fait, la paralysie économique du pays. L'accumulation de ces circonstances avait empêché la classe ouvrière chinoise de regagner la position qu'elle occupait en 1925-1927, en tant que classe distincte et politiquement porteuse d'une signification dans la société chinoise. La voie communiste vers le pouvoir, par conséquent, ne devait plus jamais passer par les usines et les villes. Les ouvriers chinois ne devaient plus remporter des victoires révolutionnaires; ils allaient être finalement « libérés » par des forces militaires qui investirent la ville, à la manière chinoise, depuis les campagnes.

Le fait est que, pendant qu'il participait à la création d'organisations ouvrières massives en 1925, le parti communiste ne poursuivait jamais une politique fondamentalement prolétarienne dans ses objectifs ou ses méthodes d'application. La défaite qui en résulta en 1927 rejeta physiquement le mouvement communiste hors des villes et, politiquement, plus loin que jamais de la classe ouvrière. Ce que la terreur nationaliste n'avait pas entièrement accompli, les communistes l'achevèrent eux-mêmes entre 1927 et 1930. De petits soulèvements insensés exterminèrent ce qui restait de leur base urbaine, et élargirent encore plus le fossé qui les séparait maintenant des ouvriers d'usine. Le « parti du prolétariat » revendiquait toujours ce titre, mais ce n'était plus qu'une étiquette, car il s'engageait sur une voie entièrement différente.

La contre-révolution triomphait dans les villes; dans les campagnes la révolte agraire avait été pratiquement dispersée, ses organisations détruites, ses responsables tués par milliers. Mais il était impossible de briser l'élan spontané des paysans. Des survivants et d'indestructibles rebelles disposaient d'un vaste arrière-pays montagneux comme refuge. Ils avaient derrière eux une tradition historique susceptible de les soutenir dans leur résolution, et de guider leurs pas. Les luttes paysannes, tout au long de l'histoire, avaient connu plus d'échecs et d'effondrements que de succès. Depuis des temps immémoriaux, ceux qui n'avaient pas voulu accepter une telle défaite avaient vécu dans les montagnes, au sein de sociétés secrètes, de petites bandes de hors-la-loi et de demi-rebelles. Les

communistes survivants de la révolution manquée de 1927 allaient assimiler la tradition des primitifs de la révolte dans la Chine ancienne.

Deux ou trois bandes éparses de ces survivants allaient gagner les régions montagneuses à la frontière du Kiangsi, pour y devenir de petits groupes de guérilleros, puis des armées de partisans. Peu à peu, ils établirent un certain contrôle sur des districts paysans, à la limite du Hunan et du Fukien. Dans le minuscule village de Juichin, au Kiangsi, la « République soviétique chinoise » fut proclamée le 7 novembre 1931. Elle était constituée principalement par le « district soviétique central », un ensemble de dix-sept petits districts à cheval sur la frontière entre le Kiangsi et le Fukien, et regroupant près de trois millions d'habitants. Les armées communistes, et leurs forces de partisans, apprirent durant cette période à ressembler, selon le vieux proverbe chinois, aux « nuages mouvants et à l'eau qui coule », changeant continuellement de disposition et d'emplacement. Pendant près de cinq ans, ils allaient défier Chiang Kai-shek, ses meilleurs généraux et ses conseillers étrangers, en sachant parer — ou se dérober — aux attaques répétées des troupes incomparablement plus nombreuses et mieux armées du Kuomintang. Ils devinrent maîtres dans l'art de la guérilla, une guérilla reposant sur le soutien actif de la population locale; expérience qui allait les préparer à de futurs développements plus spectaculaires.

Mais à l'intérieur de ces minuscules zones et harcelés par les nationalistes, les communistes ne pouvaient mettre sur pied aucun programme conséquent de réformes agraires, ni établir un régime stable. L'éloignement géographique, l'absence de moyens de communication, qui leur étaient tactiquement favorables, signifiaient l'ajournement de leurs objectifs politiques et économiques. Coupés des villes, ils n'étaient pas en mesure d'établir une véritable économie locale, sinon sur la base la plus restreinte, celle de l'autarcie villageoise, encore que celle-ci soit « aménagée » par la contrebande avec les zones Kuomintang voisines. Leurs tentatives de division des terres sabotaient la précieuse production de riz, et durent être abandonnées. Ils finirent par être accablés entre les obstacles internes qui s'accumulaient et la pression extérieure. En 1934, la cinquième offensive du Kuomintang, mise au point et conduite par un état-major allemand à la tête duquel se trouvait le général von Seeckt, finit par reprendre les

districts de la « République soviétique » du Kiangsi. Mais l'offensive nationaliste avait échoué dans son but, la destruction des armées communistes. Avec un grand talent, les Rouges s'échappèrent, brisant un encerclement soigneusement préparé. Ils commencèrent alors leur fameuse « longue marche » à travers les provinces du Hunan, du Kweichow, du Szechwan, pour finir après des merveilles d'endurance, d'habileté et de courage, dans les hauts plateaux du Shensi, en Chine du Nord-Ouest *.

Cette retraite vers un arrière-pays plus profond creusait encore plus le fossé qui séparait le mouvement communiste de la population ouvrière des villes du Centre et de l'Est. Durant la période soviétique, les noyaux communistes des villes se réduisaient à des groupes d'intellectuels, d'étudiants et à une maigre poignée d'ouvriers, qui avaient une fonction « d'arrière » pour les troupes paysannes des campagnes organisant la propagande pour ces dernières, allant jusqu'à recruter des ouvriers, des intellectuels et quelques artistes pour leur faire quitter les villes et rejoindre les « districts rouges de l'avant ». Ils s'occupaient également d'agitation, pour inciter le Kuomintang à stopper sa lutte anticommuniste et à abandonner sa politique de non-résistance à l'invasion. Quand la République du Kiangsi disparut, en 1934, l'appareil communiste dans les cités de l'Est fut démoralisé et ne donna plus signe de vie pendant un certain temps. Il y eut des transfuges qui passèrent au Kuomintang, et parmi eux quelques responsables communistes de premier plan, tel Huang P'ing, ministre des « Affaires étrangères » de la Commune mort-née de Canton. Il y eut de nombreuses trahisons, et plus d'un communiste gagna son immunité en travaillant pour la police secrète du Kuomintang. Les militants du parti hésitaient à sortir de chez eux, de peur d'être repérés par d'anciens amis passés au service de Chiang Kai-shek. Beaucoup s'enfuirent, ou bien sombrèrent dans une passivité désespérée. D'autres essayèrent de servir une résistance antijaponaise que la répression nationaliste avait rendue clandestine. Pendant ce temps, ce qui restait des armées communistes s'obstina à survivre au fond du Shensi. Les communistes se trouvaient dans une impasse, dont ils allaient sortir grâce à un concours de circonstances indépendant de leur propre action. De nouvelles orienta-

* La relation détaillée de la période soviétique du Kiangsi, de 1928 à 1934, se trouve à la fin de cette édition, en appendice.

tions allaient leur être imposées, ainsi qu'à Chiang Kai-shek, ouvrant une nouvelle phase de leurs histoires complémentaires.

Les liens du parti communiste chinois avec l'Internationale communiste s'étaient relâchés, mais n'avaient jamais été rompus. Durant cette période, des délégués du Comintern — Russes, Allemands et même Américains — avaient guidé l'appareil du parti depuis leurs refuges clandestins de Shanghai. De temps en temps, ils avaient imposé des changements arbitraires de personnes ou de politique à la direction du parti, mais ils n'avaient que peu d'influence, sinon aucune, sur le mouvement paysan de l'intérieur qui se gouvernait lui-même. En 1935, de toute façon, le Comintern allait opérer un brusque changement de tactique dont les effets allaient être ressentis jusqu'aux fins fonds de la Chine. La victoire de Hitler en 1933 avait été facilitée par les agissements à courte vue du parti communiste allemand qui, inspiré par Moscou, avait affirmé aux ouvriers allemands que leurs principaux ennemis n'étaient pas les nazis, mais les sociaux-démocrates. Après le triomphe de Hitler, le Kremlin avait pensé que le règne des nazis débarrasserait les ouvriers allemands de leurs illusions sociales-démocrates et ouvrirait la voie à la conquête du pouvoir par les communistes. Les cinq années suivantes allaient voir la Russie manœuvrer pour éloigner d'elle le tranchant acéré de la puissance nationale-socialiste. D'un côté, elle commença les obscures manœuvres qui allaient conduire au pacte germano-soviétique de 1939. D'un autre côté, elle commença à chercher des alliés contre Hitler en Europe de l'Ouest. Les partis communistes reçurent l'ordre de passer des pactes entre classes, copiés sur le modèle des pactes entre les États, les soi-disant fronts populaires, dont l'objectif principal était de soutenir l'alliance de leurs pays respectifs avec l'Union soviétique.

Ce tournant, marqué par le septième et dernier Congrès du Comintern, en 1935, se traduisit en Chine par des offres renouvelées d'un front uni avec Chiang Kai-shek contre le Japon, l'extrémité orientale de l'Axe anti-Comintern. Chiang-Kai shek, de son côté, trouvait de moins en moins commode d'avoir à mener de front sa politique de conciliation à l'égard des Japonais et l'offensive contre l'opposition intérieure. Le dilemme devait être tranché au sommet en 1936 lorsque les troupes du Nord-Ouest cantonnées au Shensi refusèrent d'exécuter une offensive ordonnée contre les communistes et réclamèrent une occasion de

tourner leurs fusils contre les Japonais. Lorsque Chiang atterrit à Sian, en décembre, pour faire appliquer ses ordres, il fut proprement séquestré, et on lui présenta des requêtes antijaponaises. Il ne dut sa vie qu'à l'intervention des émissaires communistes qui, dirigés par Chou En-lai, venaient lui proposer leur collaboration s'il acceptait de lutter contre le Japon. Chiang accepta à contre-cœur et fut relâché. Les clauses de ce nouveau « front uni » furent négociées sur la base d'un abandon total par les communistes de leur politique agraire radicale et de leur indépendance politique. Chiang s'engageait à mobiliser toutes les forces dont il disposait contre le Japon. Lorsque sept mois plus tard, en juillet 1937, les Japonais lancèrent leur campagne finale pour faire passer toute la Chine sous leur contrôle, ils se heurtèrent à une alliance, pour le moins ténue, des communistes et des nationalistes.

Ce front uni devait être de courte durée. Chiang continuait à craindre les communistes plus qu'il ne craignait les Japonais, et les réformes sociales plus que les défaites militaires. La direction du Kuomintang éclatait. Une aile entière du parti, dirigée par l'ancien « libéral » Wang Ching-wci, restait à Nankin pour devenir des marionnettes aux mains des Japonais. Chiang Kai-shek faisait retraite d'abord vers Hankow, puis se réfugiait à Chungking, à l'abri des gorges du Yangtze. Même là, sous les bombardements de l'aviation japonaise, sa principale préoccupation restait de ménager ses propres forces, et de maintenir le blocus imposé aux communistes dans le Nord-Ouest. Au début de 1941, la « Nouvelle IV^e Armée » qui s'était formée dans la vallée du Yangtze essaya de passer sur la rive nord du fleuve. Elle fut soudainement attaquée par les troupes de Chiang, qui lui infligèrent de sérieuses pertes, causant la mort de nombreuses femmes et enfants qui accompagnaient les troupes dans ce qui était prévu comme un simple mouvement. Le chef de l'armée, Yeh T'ing, fut arrêté et retenu prisonnier jusqu'à la fin de la guerre *. « L'incident de la Nouvelle IV^e Armée » mettait un terme à l'alliance du Kuomintang avec les communistes.

* Yeh T'ing, après une longue période d'absence, réapparut comme chef militaire communiste. Il fut libéré de prison en mars 1946, au cours d'une des brèves périodes heureuses des négociations organisées par le général Marshall entre les deux camps ennemis. Le 12 avril 1946 un avion de l'armée américaine qui emmenait de Chungking à Yenan un groupe de responsables communistes, dont Yeh T'ing, s'écrasa dans les montagnes. Il n'y eut aucun rescapé.

L'armistice qui suivit fut précaire. Pendant que le Kuomintang s'enfermait derrière les montagnes de l'Ouest et laissait ses troupes dans l'inactivité, pendant qu'il pressurait de plus en plus les villes des provinces de l'Ouest qu'il contrôlait encore, les communistes, utilisant au maximum les faibles ressources dont ils disposaient et leur expérience de la guérilla, cherchaient à encercler les villes, à border et à rompre les grands axes de communication tenus par les Japonais. Le Kuomintang achevait de dissiper le soutien populaire que lui avait valu, dans les régions où il s'était replié, ses prétentions antijaponaises. Les troupes nationalistes, comme les Américains consternés allaient le découvrir, étaient ravagées par la corruption qui sévissait à l'état endémique tout autant que par la disette et les maladies non soignées. Contrastant avec cela, les réformes administratives des communistes, quoique limitées, étaient effectives. Les fonctionnaires corrompus étaient éliminés, la perception des impôts régularisée, et un ingénieux système de production locale était favorisé en même temps que la révolte spontanée des masses contre le Japon se voyait offrir un cadre concret dans les milices locales. A partir de 1941, la guerre contre le Japon en Chine avait atteint un point de neutralisation seulement meublé par des accrochages sporadiques entre nationalistes et communistes, par des batailles de plus en plus rares entre Japonais et nationalistes, et un harcèlement toujours plus intensif des communistes contre les Japonais. L'entrée en jeu des États-Unis, à la fin de 1941, renforça Chiang Kai-shek dans sa conviction que la puissance américaine allait le débarrasser des Japonais et assurer son retour au pouvoir après la guerre.

L'alliance sino-américaine, durant les trois années suivantes, allait être entachée par un manque de perspectives communes. Le commandant des forces américaines, le général Joseph Stilwell, désirait entraîner et rééquiper les forces nationalistes en vue de la guerre antijaponaise. Chiang de son côté désirait capter la force américaine, et accumuler ses ressources, pour maintenir l'équilibre du pouvoir face aux communistes. Finalement aucune de ces deux conceptions ne se réalisa victorieusement. Les Américains découvraient amèrement la sinistre réalité des armées nationalistes, bien à l'image du régime de Chiang, et qu'il était impossible d'améliorer sans changer le régime lui-même. Pour avoir essayé de résoudre ce dilemme, Stilwell perdit son poste. Finalement la Chine cessa d'être un

théâtre décisif pour la guerre en cours, le Japon étant vaincu dans le Pacifique et dans ses propres îles³.

La fin de la guerre ne fut qu'une course de vitesse entre nationalistes et communistes, pour recevoir la reddition des occupants japonais. Les communistes pénétrèrent en force en Mandchourie où l'armée japonaise, qui avait cédé le terrain devant l'encerclement russe, leur laissait un grand nombre d'armes et de marchandises. Par ailleurs, Chiang obtenait que l'aviation américaine l'amène dans les principaux centres de l'Ouest afin de retrouver ses positions antérieures. L'équilibre était précaire, avec un léger avantage pour les communistes. Les négociations commencèrent sous l'égide des Américains, pour prévenir une guerre civile à l'échelon national. Au début de l'année 1946 le général Marshall fut délégué pour voir si des négociations ne pourraient limiter l'avance russe en Chine et neutraliser les communistes. L'armistice fut de courte durée parce qu'il manquait de toute base objective. Chiang Kai-shek croyait encore aveuglément qu'il se maintiendrait au pouvoir; et les communistes très lucidement envisageaient de le lui reprendre. La guerre civile devenait une bataille rangée pour la prise du pouvoir, tournant rapidement à la déconfiture pour le Kuomintang et à une rapide victoire pour les communistes. A la fin de 1948 les communistes contrôlaient complètement la Mandchourie et toute la Chine du Nord, où des réformes radicales entraient en vigueur dans les campagnes, assurant une rapide emprise politique et fournissant l'élan nécessaire pour qu'elle s'étende vers le sud. Le Kuomintang, au dernier stade de l'auto-décomposition, pouvait difficilement faire barrage à cette extension.

La bureaucratie nationaliste, ayant retrouvé pour quelque temps le contrôle des cités et des provinces de l'Est, donna libre cours à sa rapacité. On peut dire qu'elle se surpassa, après sa période de vaches maigres pendant l'exil dans l'arrière-pays. La joie populaire après la défaite japonaise se tourna rapidement en effroi, en colère et en dégoût. La mise à sac par les fonctionnaires et leurs protégés s'étendait à tout, indistinctement. L'un des exploits les plus spectaculaires de l'époque fut le détournement des fonds et du matériel largement attribué par les États-Unis, à travers l'U.N.R.R.A., l'agence internationale de répartition des secours et de l'aide après la guerre. Le revirement de la population fut général, les gens se refusant à admettre que la libération de l'oppression japonaise

puisse prendre cette forme. Un profond désir de changement saisissait le pays tout entier. Sur le haut de la vague, les communistes s'élançaient vers le pouvoir. En termes chinois, le Kuomintang avait perdu « le mandat du ciel ». Dans de vastes zones il n'avait pu rétablir son autorité; et devant l'avance militaire communiste, des armées entières Kuomintang tombaient d'elles-mêmes, et se rendaient sous les yeux d'une population passive, quelquefois pleine d'espoir, quelquefois enthousiaste à l'arrivée des soldats communistes victorieux, acclamés de ville en ville comme des libérateurs. L'automne de 1949 voyait la prise de Nankin, de Shanghai, de Canton, la conquête du pays tout entier par le pouvoir communiste.

Le parti qui commençait à assumer le contrôle de la Chine avait fait du chemin depuis 1927. Le parti communiste russe, sous Staline, avait mis quelques années pour se débarrasser de sa base prolétarienne et de son idéologie bolchevique, et pour devenir une machine de pouvoir tirant son origine et sa force d'une nouvelle caste bureaucratique. Le parti communiste chinois arrivait au pouvoir déjà bien préparé à ce rôle; déjà bien rôdé comme mécanisme de pouvoir dont la seule fonction était de se tenir en équilibre parmi les classes de la population et au-dessus d'elles.

Durant toutes les années de sa séparation physique et politique des ouvriers des villes, le parti communiste avait continué à se présenter comme le « parti du prolétariat ». Cette fiction formelle dura tout au long de l'expérience soviétique du Kiangsi, et plus tard dans le Nord-Ouest. On l'oublia juste pour le temps de la seconde alliance avec le Kuomintang. L'appellation fut reprise par la suite et, avec l'arrogance du pouvoir, le parti prétendit illustrer par lui-même « l'hégémonie du prolétariat » dans le nouvel ordre des choses. Comme bien d'autres choses dans le labyrinthe sémantique du « marxisme-léninisme-stalinisme », ceci ne reflétait aucune réalité sociale ou politique, mais la mystique rationalisante du mouvement communiste. Les premiers représentants du parti qui prirent en main les entreprises nationalisées étaient, dit un des premiers rapports communistes, « peu familiarisés avec la marche des usines, pour avoir été longtemps engagés dans le travail militaire ou agricole », et ils trouvaient que « les masses de travailleurs de l'industrie n'avaient jamais compris que la révolution avait fait d'eux les vrais maîtres des entreprises nationalisées. Ils n'étaient pas

prêts à assumer ces nouvelles et grandioses responsabilités⁴. » Entre mars et août 1949 des centaines de milliers de travailleurs furent installés dans de nouveaux syndicats, créés sur l'ordre du parti communiste, afin de faciliter la rééducation des nouveaux « maîtres » du pays. Le vrai maître, bien sûr, restait le parti. La nature réelle de ce pouvoir ressemblait peu aux descriptions qu'il a données de lui-même; il était en réalité une sorte d'instrument assez original, même parmi les partis communistes.

Durant les deux décennies qui suivirent 1927, le parti communiste était devenu un parti d'intellectuels coupés des villes et de dirigeants paysans; dont la force principale résidait dans l'appareil militaire qu'ils avaient créé; et avec lequel ils tenaient en définitive le pouvoir. En dehors de ces préoccupations et de son caractère largement agraire, ce parti et cet appareil militaire n'avaient aucune base de classe stable ou consistante. Selon les circonstances, les changements de perspective ou de ligne politique, ils avaient navigué d'une fraction de la paysannerie à une autre, cherchant tantôt le soutien de sa couche la plus basse, tantôt celui de sa couche la plus haute, ne dédaignant pas à l'occasion d'y inclure les landlords. Ils avaient apaisé, lorsque cela avait été nécessaire, les marchands, les boutiquiers et les capitalistes. Le parti élargissait sa base de soutien en dispensant, d'en haut, des réformes, en attribuant des privilèges destinés à lui gagner le soutien et la gratitude des bénéficiaires. Arrivant de l'extérieur avec son programme, il avait aménagé celui-ci en différentes occasions, lui donnant un tour radical en confisquant les terres ou bien un tour très tempéré en favorisant les abus. Les communistes créèrent et encouragèrent l'organisation des campagnes, la construisant précautionneusement, en fixant ses limites et en l'adaptant selon les préjugés, les opportunités sociales et économiques de l'endroit.

La littérature du mouvement communiste chinois révèle sans détour son caractère essentiellement paternaliste, onctueusement autoritaire lorsque l'occasion s'y prêtait, mais aussi sa rigueur et l'ultima ratio de son pouvoir lorsque la situation l'exigeait. Le parti se targuait, par exemple, de n'inclure dans les comités locaux et de districts qu'un tiers de communistes dans l'assemblée. C'était en partie un moyen de créer une « atmosphère démocratique », en partie un moyen d'encourager la participation de toutes les classes du village. Mais dans tous

les cas le programme adopté était invariablement proposé par le parti, ou soumis à son approbation. Des défections et de sérieuses dissensions furent traitées comme les communistes savaient le faire. La force et les sanctions ostensiblement gardées en réserve, les communistes désiraient apparaître comme les porteurs d'heureuses améliorations qu'ils voulaient faire partager aux paysans, et que les paysans, une fois persuadés que le passé était bien fini, acceptaient sans difficulté. Des manuels entiers furent écrits pour expliquer aux fonctionnaires du parti communiste comment gagner la confiance des paysans, comment les faire participer à la nouvelle vie du village. Durant les périodes les plus stables de leur occupation de différentes zones, au cours de longues années de guerre, ils avaient suggéré d'ingénieux et d'efficaces systèmes pour étendre la production de l'artisanat local et développer le rendement agricole. Dans ce domaine, les années passées dans l'arrière-pays avaient permis à la direction communiste de mettre au point une remarquable liste d'improvisations. Mais leur objectif constant restait de développer une base matérielle toujours plus forte pour l'armée, et l'amitié de la population locale lors de ses opérations.

Dans son expansion vers l'est, à la fin de la guerre avec le Japon, cette armée tombait sur les villes, en venant de la campagne pour « libérer » les gens, ce qui relevait de la manière chinoise la plus traditionnelle. Elle apportait les premiers remèdes aux abus intolérables, afin de ne pas s'aliéner la grande masse de la population mûre pour le changement. Les nouvelles conquêtes apportaient de toute façon des problèmes nouveaux et importants. Le passage de la campagne aux villes était un déplacement du centre de gravité formellement proclamé par le Comité central en mars 1949. Le bien-être des paysans ne pouvait plus demeurer l'unique, ni même la principale préoccupation du régime. En fait, à cause de la rapidité inattendue de la conquête dans le Sud et en Chine centrale, il avait été nécessaire d'assujettir les paysans avec vigueur aux exigences du nouveau régime; sans cette période préliminaire de patiente persuasion, de démonstration destinée à gagner l'allégeance des paysans qui avait été possible dans l'arrière-pays et les provinces du Nord-Est. Des dragonnades commencèrent au sud du Yangtze, immédiatement après la prise du pouvoir.

Ce changement d'orientation s'opéra moins difficilement qu'on ne pouvait l'imaginer. L'histoire dans l'arrière-

pays avait été tout entière remplie, comme nous l'avons vu, de ces changements d'attitude à l'égard des différentes couches de la population rurale. En outre, l'armée communiste n'était plus seulement composée des premiers paysans-soldats, dont on aurait pu attendre une conduite inflexible à l'égard des problèmes de leurs villages. A cette armée s'étaient amalgamées des troupes de partisans à demi indépendants, et qui avaient eu l'habitude, grâce à la distance, de se passer du contrôle effectif des communistes. De plus, au cours de la guerre civile, des armées entières du Kuomintang, la veille marionnettes des Japonais pour faire les gendarmes dans le pays, avaient été assimilées; et leur ralliement avait été rapide. Les armées communistes devinrent un agglomérat de soldatesque plébéienne, ayant des racines dans la paysannerie, mais sans orientation économique et sociale définie et conséquente. Elles n'avaient rien à perdre et tout à gagner du succès de leur nouvelle allégeance. Elles n'étaient, en gros, que des masses de déclassés que liait leur soumission à l'autorité de l'armée, leur reconnaissance du programme, des promesses et des ordres du parti, comme le *nec plus ultra* de la sagesse. La direction du parti, c'était un noyau solide d'individus expérimentés et capables, qui avaient appris par une longue pratique à se maintenir en équilibre entre les différentes classes, et au-dessus d'elles. Ils avaient mis en place un système d'autorité monolithique propre à réprimer toute opposition caractérisée. C'était un parti qui pouvait attirer, lorsque la victoire devint certaine, la jeunesse étudiante avec toute sa passion et son manque de sens critique, aussi bien que l'inévitable horde des adhérents de la dernière heure, des déserteurs de l'ancien régime, des opportunistes à tout crin suiveurs et tièdes dans la nouvelle orthodoxie. De tous ces éléments, on pouvait attendre, en général, un manque de sens critique encore plus zélé et une bassesse encore plus empressée que celle des vieux cadres du parti. Ainsi, le parti et l'armée s'étaient reconvertis tous les deux en un instrument tout à fait capable d'appliquer sans coup férir toutes les tâches d'organisation et de réorientation que la situation exigeait.

Par conséquent le parti communiste, contrôlant pour la première fois la Chine tout entière, était bien équipé par son organisation, son caractère, sa nature et son expérience pour fonctionner comme une direction bureaucratique et paternaliste. Il aurait tendance, quels que soient

les stades intermédiaires, à se modeler en une dictature bureaucratique de parti, se tenant au-dessus des classes dispersées et désorientées de la société chinoise en décomposition, pour donner à celle-ci, principalement par la force, un nouvel aspect. Les admirateurs et les détracteurs de Mao ont beaucoup fait pour le poser en penseur de la « nouvelle démocratie », façon chinoise. Mais si l'on examine ses écrits théoriques et historiques, ils laissent voir que l'analyse idéologique n'est rien de plus qu'un accessoire très secondaire à la question centrale du pouvoir. Cette question réglée, le reste relève de ce que la direction juge à propos.

Le régime mis en place par les communistes était censé être une résurrection de ce même « bloc de classes » qui avait caractérisé la première alliance des communistes avec le Kuomintang, avec cette différence que le bloc était maintenant « sous la direction de la classe ouvrière », fait qui se trouvait « illustré » par la position dirigeante du parti communiste lui-même. C'était par conséquent une « démocratie populaire » où le pouvoir, pour justifier le mot populaire, restait à la direction communiste. En un mot, c'était la dictature du parti lui-même. La plus candide des définitions que Mao Tse-tung donne lui-même de son régime se trouve dans une déclaration programmatique écrite en juillet 1949 :

On nous dit : « Vous instaurez une dictature. Vous avez raison, chers messieurs, c'est précisément ce que nous faisons... » Cela veut dire que les réactionnaires doivent être privés du droit d'exprimer leurs opinions et que seul le peuple a la parole. Ce « peuple », qui est-ce? A l'étape actuelle, le peuple, en Chine, c'est la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie des villes, la bourgeoisie nationale. Sous la direction de la classe ouvrière et du parti communiste, ces classes se sont unies pour former leur propre État et pour élire leur propre gouvernement, afin d'exercer une dictature sur les laquais de l'impérialisme, c'est-à-dire la classe des propriétaires fonciers, sur la bourgeoisie bureaucratique et sur leurs représentants, la ligue réactionnaire du Kuomintang et ses complices, afin de les supprimer ou de ne leur permettre d'agir que dans certaines limites... Si dans leurs actes et dans leurs paroles ils tendent à dépasser ces limites, cela leur sera interdit et ils seront immédiatement punis... Ce sont ces deux aspects : démocratie pour le peuple et dictature sur les réactionnaires qui constituent en soi la dictature démocratique populaire.

La formule « dictature démocratique » est en soi un bel exemple du nuage sémantique que les communistes

modernes ont déversé sur la pensée politique. Mais, dans son contexte, l'expression de Mao était claire. Toute procédure démocratique limitée, toute bienveillance à l'intérieur du régime, serait l'affaire du bon vouloir de la direction communiste, et au niveau local de sa bureaucratie. Institutionnellement, la machine en place est absolutiste, dirigée par une petite oligarchie très homogène. Les termes de « dictature démocratique populaire » et de « dictature du prolétariat » peuvent refléter des différences certaines dans l'appréhension tactique des relations de classes mais, toutes deux, dans leur essence, sont identiques et signifient la dictature sur le prolétariat, en son nom, par un parti communiste totalement soumis à sa direction au sommet.

Étant donné la pression des circonstances, et cette pression était imminente, la logique de la dictature est de renforcer ses assises. Durant la première année de son existence, le régime imposa sa propre uniformité à la presse et aux écoles. Il commença par employer la force pour obtenir la soumission des paysans, pour appliquer sa politique financière et, avant que l'année ne s'achève, sa politique militaire. Les nécessités impérieuses de la reconstruction interne furent subordonnées à une aventure militaire extérieure coûteuse en Corée, et qui n'était qu'un élément de la tactique russe dans la confrontation mondiale pour l'hégémonie. Le régime se tourna vers l'expédient inévitable de la terreur pour venir à bout des opinions dissidentes. Le 20 février 1951, le gouvernement communiste proclamait à Pékin la peine de mort pour une série de « délits contre-révolutionnaires » très vaguement définis. Dans toutes les grandes villes du pays les exécutions avaient déjà commencé, et dans les mois suivants les exécutions officiellement annoncées par le régime se comptèrent par milliers. La première, et certainement pas la dernière, des grandes purges du communisme chinois se déroulait là où le Kuomintang, vingt-quatre ans plus tôt, avait fait couler le sang pour prendre le pouvoir. Mais le pouvoir communiste en Chine n'était pas instauré isolément. Il prit place dans l'orbite soviétique, au milieu de la lutte pour la suprématie mondiale. Son destin, comme celui du reste du monde, se trouva défini dans une large mesure par l'évolution de cette lutte. Et le nouveau rôle de la Russie dans cette situation d'ensemble était peut-être la plus grande des transformations qui avaient eu lieu dans les affaires mondiales pendant les deux décennies qui

séparent la défaite de 1927 et la victoire de 1949 des communistes en Chine.

En 1927, les forces qui s'affrontaient aux côtés opposés des masses soulevées et des classes en lutte étaient l'impérialisme britannique, tenant encore la première place dans le monde, et le nouvel État russe, régime faible, assiégé, et dont la principale ressource était encore cette idée révolutionnaire dont il avait émergé. Ces deux décennies virent la modification brutale de l'équilibre du pouvoir, relativement à la Chine. L'immense effort de conquête du Japon s'éleva, puis retomba. La Grande-Bretagne perdit sa première place, les États-Unis devenant la puissance la plus importante du Pacifique. La Russie, avec sa panoplie de super-État national fondée sur une formidable puissance militaire, apparut au même moment pour contester aux États-Unis la décision dans les choses de l'Asie⁵.

III. — *La réapparition du pouvoir russe en Asie.*

Lorsqu'elle réapparut comme un facteur d'envergure dans les affaires asiatiques, à la fin de la guerre contre le Japon en 1945, la Russie avait perdu, en prenant de l'âge et du poids, les incertitudes et les contradictions de son adolescence totalitaire. Elle était devenue un état policier, ultra-nationaliste, puissant, endurci, contrôlant à travers un pouvoir répressif centralisé au maximum l'intérieur du pays, et établissant son influence et sa domination nationale à l'extérieur. Parmi les nombreux éléments et les circonstances qui contribuèrent à cette transformation, la défaite de la révolution chinoise de 1927 ne fut pas le moindre. Comme nous l'avons déjà suggéré, la Russie soviétique, à l'époque de sa première intervention dans la vie politique chinoise, venait juste de virer du socialisme internationaliste de la révolution de 1917 au nationalisme bureaucratique stalinien. L'isolement, l'arriération, les traditions autocratiques et le système de la dictature du parti unique entretenu par le bolchevisme, le prolongement de la guerre civile avaient déjà façonné la nouvelle oligarchie, dirigée par Staline. Au moment où, après la révolution culturelle de 1919 en Chine, s'ouvrait un nouveau champ aux activités révolutionnaires, la nouvelle politique russe était déjà en place. Elle intervint en Chine pour servir ses propres intérêts nationaux, tels que pouvait

les concevoir la caste régnante du Kremlin. Pour porter un coup à l'adversaire britannique et pour parfaire, si c'était possible, l'apparition d'un solide allié bourgeois sous la forme d'une Chine nationaliste.

En même temps, répétons-le, la nouvelle oligarchie ne s'était pas complètement affirmée, les idées de l'influence révolutionnaire constituaient la pointe avancée de la défense russe. Celle-ci était faible, sans poids militaire et sans les moyens d'y accéder. La direction stalinienne devait encore affronter l'opposition interne, dans le parti communiste même, de la vieille garde bolchevique. Les immenses problèmes de la transformation économique restaient à résoudre, les nouveaux moules n'étaient pas encore durs et les nouvelles orientations n'avaient pas été irrémédiablement prises.

Il est difficile de spéculer sur les conséquences qu'aurait eues une victoire révolutionnaire en Chine. Trotsky suggéra qu'une conclusion différente en 1927 aurait réveillé les pâles espoirs du prolétariat russe, aurait mis fin à ses désillusions et à sa fatigue politique, et aurait stimulé sa réapparition active sur la scène politique. Trotsky croyait que la faiblesse de l'opposition venait tout d'abord de l'apathie du peuple russe. Il n'est pas facile de dire comment une victoire révolutionnaire en Chine aurait influencé les âpres luttes qui se déroulaient dans les sommets du parti bolchevique pour la direction. Mais il est certain qu'une telle victoire aurait changé l'aspect politique de l'Asie, et le reste du monde. La grande mise en question des colonies asiatiques, soulevée par la Chine contre les puissances occidentales, se serait produite dans les années 1920, au lieu de venir une génération plus tard, comme une conséquence de la Seconde Guerre mondiale. La stratégie impérialiste du Japon en aurait subi le contre-coup, ainsi que le calendrier des guerres et des révolutions que nous avons connu pendant ces vingt années. L'équilibre tout entier du monde aurait basculé, influençant profondément les positions internes et extérieures de la Russie bolchevique, modifiant tous les termes de l'histoire contemporaine.

Mais il en fut autrement. La révolution est morte en Chine en 1927, comme nous l'avons vu, dans ce qui fut une débâcle à la fois pour le peuple chinois et pour le peuple russe. Cela acheva les derniers espoirs qui subsistaient en Russie pour une extension de cette révolution internationale sur laquelle Lénine comptait tellement. Cela ren-

força la bureaucratie soviétique dans son isolement nationaliste. Frénétiquement, la Russie dut chercher à se suffire à elle-même, ce qui accéléra sa métamorphose en État policier parfait.

La défaite en Chine agit comme un aiguillon sur Staline, et lui fit achever la liquidation de l'opposition interne. Trotsky avait eu raison dans le débat sur la Chine, et c'était ennuyeux. Lui et ses camarades de l'opposition bravèrent mortellement, entre autres choses, les prétentions stalinienne à l'infaillibilité. C'était l'époque où les meetings et les réunions des organes de l'Internationale communiste, autrefois publiés et relatés dans la presse, devinrent des rassemblements de conspirateurs, dont les documents étaient tenus à l'écart de la presse, voire des participants eux-mêmes. C'était l'époque où les derniers vestiges des habitudes démocratiques à l'intérieur de l'appareil bolchevique furent éliminés. La répression, morceau par morceau, de l'opposition, atteignit son apogée à la fin de l'année, lorsque le cinquième Congrès du parti communiste exclut, en décembre 1927, tous les dissidents, qui furent arrêtés, emprisonnés ou condamnés à l'exil.

Au même moment, la bureaucratie se jeta dans des programmes de développement économique forcené. Ce fut le début des plans quinquennaux, la « liquidation des koulaks en tant que classe », les déportations en masse, la collectivisation forcée, la collecte armée des céréales, la famine provoquée en Ukraine, et le commencement du travail obligatoire sur une base systématique comme partie intégrante de l'économie soviétique. Suivirent de peu les délirants procès fabriqués, les épurations de masse et les liquidations qui, dans les années 1930, décimèrent le parti, l'armée et l'appareil gouvernemental, liant la machine tout entière de l'État par les chaînes d'une terreur silencieuse. L'oligarchie assumait un pouvoir total dans chaque sphère de la vie, plébiscitée par un électorat avachi, gouvernant grâce à une police omnipotente et au contrôle de l'appareil économique tout entier. Le résultat était un super-État monolithique, dont Hitler pouvait s'inspirer mais qu'il ne put égaler. Ayant mis au point un contrôle central et sans partage de l'économie et de l'État, la bureaucratie se concentra sur la construction du pouvoir militaire et économique de cet État russe.

A cette fin, la bureaucratie subordonnait également les mouvements communistes étrangers. L'Internationale communiste, déjà russifiée, devint de plus en plus cynique-

ment une agence de la diplomatie soviétique. Ses seuls critères devinrent la sécurité, l'avantage ou le renforcement de la puissance de l'État russe. Sa fonction, dans les années 1930, était de préserver le *statu quo* qui permettrait à la Russie de ne pas être dérangée dans l'édification de sa force; et en plus de servir, quels que soient les moyens à employer, les projets ultérieurs de la politique russe. Ce furent des années de zigzags forcenés dans le comportement communiste international, la tragédie historique de la victoire nazie en Allemagne, les fronts populaires, les pactes de défense mutuelle, l'avortement de la grève générale en France, la guerre civile espagnole, le pacte germano-soviétique, celui qui fut conclu avec le Japon, la guerre contre la Finlande et le partage de la Pologne qui fut le premier résultat du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Ces événements consumèrent plus de dix ans; une décennie où furent engloutis les vestiges d'une Russie qui avait été d'une façon si embryonnaire et si brève un État ouvrier annonçant la montée du socialisme international. A sa place, lorsque le brouillard de la Seconde Guerre mondiale commença à se dissiper partiellement, il n'y avait qu'une Russie nationaliste triomphante, l'une des deux grandes puissances qui sortaient de la guerre, se jetant sur le butin de la victoire, et résolue à s'agrandir. Son armée se déversa sur l'Europe de l'Est et du Sud-Est, et suscita un groupe d'États fantoches, repoussant vers l'ouest les frontières stratégiques du nouvel empire russe jusqu'à l'Adriatique et jusqu'au cœur de l'Allemagne déchirée. En Asie orientale, les plans de l'impérialisme russe renaissant furent clairement esquissés à la conférence de Yalta, en février 1945, où Staline obtint, comme prix de l'entrée en guerre contre le Japon, des conditions que Roosevelt crut à tort indispensables pour terminer la guerre. Les stipulations de Staline comportaient la reconnaissance de la « position prééminente » de la Russie en Mandchourie, le contrôle de Port-Arthur en tant que base russe et de Dairen comme port « international », le contrôle du système ferroviaire mandchou et l'acquisition des Khourites et du sud de la presqu'île de Sakhaline. Toutes ces clauses furent enregistrées dans la meilleure tradition des maquignonnages impérialistes. L'accord secret qui liait la Chine fut décidé sans qu'elle soit le moins du monde consultée. Les nouvelles fonctions acquises furent dûment formalisées dans un traité imposé à la Chine, et qui fut signé à Moscou le 14 août 1945. Elles furent confirmées

effectivement par saisie la même semaine, lors de la « guerre » de six jours de la Russie contre le Japon. La Russie de Staline était en train de regagner les positions que le tsar avait saisies et perdues un demi-siècle plus tôt. Elle prenait la place que le Japon quittait, et assumait vis-à-vis de la Chine un rôle plus sévère et plus dur que celui du Japon. Les marches contrôlées par la Russie allaient jusqu'aux plus lointaines extrémités de la Mandchourie et comportaient les vastes régions de la Mongolie extérieure, de la Mongolie intérieure et du Sinkiang. Ces marches furent bientôt étendues d'une façon dont le tsar avait peut-être rêvé, mais qu'il n'avait jamais pu exécuter. Les victoires communistes chinoises mettaient un terme à l'influence occidentale en Chine, et faisaient tomber automatiquement le pays tout entier dans le nouvel empire eurasiatique contrôlé par la Russie.

La rapidité de la conquête du pouvoir par les communistes chinois dépassait trop l'attente du Kremlin. En Mandchourie, les Russes annihilèrent l'infrastructure industrielle, démontant et expédiant des usines entières en Russie, ne laissant aux communistes chinois que leurs carcasses. La contribution directe de la Russie à la victoire communiste était mince. Durant les neuf mois d'occupation de la Mandchourie en 1945-46, la Russie rendit possible l'infiltration des armées communistes et la récupération des arsenaux et des armes japonaises. Plus tard, le contrôle du port de Dairen, position clé, servit la tactique communiste locale, mais c'était bien peu. Si elle avait influencé d'une certaine façon le processus de la guerre civile en Mandchourie, la Russie n'exerça aucune influence décisive dans le reste de la Chine; bien moins importante en tout cas que la contribution involontaire des Américains, dont les stocks et l'équipement, après avoir été mis à la disposition des armées nationalistes, tombèrent finalement dans les mains communistes. Mais cela n'était pas non plus décisif. Si les communistes chinois prirent le pouvoir, c'est qu'ils furent assez forts pour le récupérer dans le vide créé dans les affaires chinoises par la défaite japonaise et la décomposition du régime nationaliste.

Ces circonstances reflétaient l'indépendance relative des communistes chinois qui, à coup sûr, arrivèrent au pouvoir sur leur propre élan. A la différence des directions des démocraties populaires « accouchées » par l'armée russe, la direction communiste chinoise s'était formée elle-même, et ne devait qu'à elle-même son triomphe.

Il se peut que les jeunes générations du régime communiste chinois, et la grande masse de leurs contempteurs, aient oublié le contraire entre la débâcle « made in Russia » de 1927 et la victoire purement chinoise de 1949. Mais il est difficile de croire que ce souvenir soit absent de l'esprit des vieux dirigeants communistes chinois, ou qu'il ne nuance pas quelques-uns des aspects psychologiques de la trame russo-chinoise à l'intérieur de l'empire communiste. En dehors même de ces fantômes du passé, ces nouvelles relations sino-russes étaient déjà marquées par le sccau des conflits potentiels, et de ceux qui se posaient déjà entre les intérêts nationaux russes et chinois : rapport de forces en Mandchourie, au Sinkiang, les deux postes avancés de la conquête russe en Asie, et cela depuis des générations; les conditions de commerce, la rapidité et le volume de l'aide financière russe pour soutenir le développement chinois; les relations de la Chine communiste avec les autres partis communistes en Asie et dans le reste du monde. Quelques-uns de ces différends apparurent dès le départ. D'autres se laissèrent entrevoir dès les premières années de cette nouvelle grande alliance eurasiennne. Si l'on tient compte de la prépondérance accablante de la puissance russe dans le partage mondial, il est évident que la Chine devra se contenter un certain temps des seconds rôles; mais il est également clair, si l'on considère les conflits à propos de la Mandchourie ou de la guerre de Corée — guerre fabriquée en Russie — que les relations mutuelles seront le canevas compliqué de pressions et de contre-pressions. C'est ce conflit interne qui sera le fléau des constructeurs du nouvel empire totalitaire eurasienn. De son côté, le nouveau régime chinois a entrepris un effort massif pour relever ce vaste pays et restaurer son ancienne position, au centre du monde.

Les éléments qui s'étaient réunis, puis séparés, voilà un quart de siècle reviennent à nouveau ensemble mais chacun d'eux est pourtant différent et leur conjonction est donc elle-même nouvelle. Le Kuomintang, qui a connu son apogée en 1927, n'est plus la composante principale. Le parti communiste chinois, ayant gâché toute chance de promouvoir une démocratie urbaine, s'est formé à travers de dures années de guerre dans le fond de la Chine rurale, et n'est devenu rien d'autre qu'un instrument pour gagner et tenir le pouvoir par la force d'une façon absolue. La direction stalinienne en Russie en a fait un vaste camp de prisonniers, et sur le corps des vivants et des morts a

édifié le super-pouvoir qu'il a légué à ses successeurs. Les communistes chinois ont pris le pouvoir en Chine et se sont assujettis à la démarche russe pour le saisir dans le monde. Ensemble, ils se sont enfoncés dans la sombre voie du totalitarisme.